



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-01-16/ 2022-01-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

**Dimanche 16 janvier.**

**21 ans après l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila : récit et doutes sur les véritables commanditaires.** Le 16 janvier 2001, Laurent-Désiré Kabila, alors Président de la République démocratique du Congo (RDC), est assassiné dans son bureau, à Kinshasa par un de ses gardes du corps : Rashidi Mizele Kasereka. L'auteur des coups de feu qui a tué l'ancien Chef de l'Etat sera abattu à son tour dans sa fuite par Eddy Kapend, l'aide de camp du Président Laurent-Désiré Kabila. En 2003, la Cour militaire condamnera une vingtaine de personnes à mort, dont Eddy Kapend, pour négligence dans la protection du Président. Mais leur peine sera commuée en une condamnation à la prison à vie. Vingt et un ans après, plusieurs personnes estiment que le procès sur l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila n'a pas encore répondu à toutes les questions et les véritables commanditaires de cet assassinat ne sont pas encore connus.

**Carence en produits pétroliers au Maniema: une délégation du ministère des Hydrocarbures propose des solutions de ravitaillement.** Le conseiller administratif, bonne gouvernance et sécurité du ministère des Hydrocarbures et chef de délégation, arrivé à Kindu depuis le 14 janvier, affirme qu'il veut comprendre les causes de cette hausse afin de trouver des solutions. Le prix du carburant a augmenté depuis le 6 janvier 2022 à Kindu dans le Maniema, occasionnant une carence de cette denrée dans la ville. Un litre d'essence qui se vendait à 3000 FC il y a peu s'achète actuellement à 5000 FC à la pompe et 5500 FC chez les revendeurs.

**Kongo-Central : 98 cas d'accidents enregistrés en 2021 à Matadi.** Pour empêcher ces accidents routiers, le chef de la Police de circulation routière (PCR) de la ville de Matadi, recommande aux usagers de la route un réel contrôle technique de leurs véhicules.

**Ituri : plus de 30 postes de péage identifiés sur l'axe Makeke-Mambasa.** Les usagers de la route Makeke-Mambasa sont obligés de verser une somme allant de 5 000 à 10 000 FC (5 USD) à chaque barrière. La société civile locale parle de la pire tracasserie routière commise par les agents de l'ordre sur cette route. L'administrateur du territoire parle plutôt de la taxe voirie pour assurer le contrôle et l'identification des conducteurs. Au regard de la situation sécuritaire sur cette route, nombreux sont des habitants qui appellent les autorités à « mettre du sérieux dans cette approche d'identification des taximen qui fréquentent cet axe routier ».

**Ituri : 10 personnes tuées à Mumu-Kokonyagi par la coalition FPIC- Codeco.** Dix personnes ont été lâchement abattues et de nombreuses autres grièvement blessées par des assaillants samedi 15 janvier soir à Mumu-Kokonyagi, non loin de la centrale de Soleniama dans le territoire d'Irumu (Ituri). Selon le chef de cette

entité coutumière, les victimes sont des chrétiens catholiques du mouvement Renouveau Charismatique qui étaient en pleine séance d'évangélisation dans ce milieu. Ce dimanche 16 janvier matin, l'armée a engagé une offensive pour poursuivre ces miliciens. Des détonations d'armes lourdes et légères sont encore entendues du côté de Soleniama.

**RDC : plaidoyer pour l'appropriation de l'idéologie de L-D Kabila de l'auto-prise en charge.** C'est ce qu'a déclaré le 15 janvier à Kinshasa le président du collectif des compagnons de Laurent-Désiré Kabila, en marge de la commémoration de 21 ans de la mort de cet ancien Président de la République : « Les gens doivent s'approprier l'idéologie de Mzee Laurent-Désiré Kabila. Nous devons effectivement nous prendre en charge sur tous les plans, nous devons travailler pour le développement de ce pays, nous devons tout faire pour que le Congo puisse jouir de ses ressources, de ses richesses. Il y a des exemples, avec le service national, c'était une certaine prise en charge sur le plan alimentaire » Il recommande ainsi au gouvernement de renforcer les différentes structures laissées par Mzee Laurent-Desiré Kabila, tel que le service national, les cantines populaires.

**Félix Tshisekedi préside sa dernière réunion en tant que Président en exercice de l'Union Africaine.** « Cette ultime réunion du bureau sous la mandature de la RDC avait pour objectif de préparer le passage de témoin au Président Macky Sall du Sénégal lors de la 35eme assemblée de l'UA prévue les 5-6 février 2022 », indique la Présidence de la RDC sur son compte Twitter. Au cours de cette réunion, Félix Tshisekedi a présenté un bilan sommaire de son passage à la tête de l'Union africaine. C'est notamment les solutions apportées dans les efforts des Etats africains dans la lutte contre le COVID-19 en Afrique, des mesures de relance des économies africaines des questions liées à la paix et à la sécurité de même que des questions relatives au thème principal de la mandature en l'occurrence art et culture.

**La société civile réclame son « implication à tous les niveaux » du programme DDRC-S.** Le premier forum national du cadre de concertation de la société civile sur le programme Désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation et le plan de transition de la Monusco s'est clôturé samedi 15 janvier à Goma (Nord-Kivu). Les participants ont recommandé la création d'un mécanisme de concertation et de collaboration entre la société civile et le DDRC-S. Il faut que cette structure citoyenne soit impliquée et qu'elle ait les moyens pour «jouer son rôle, qui est un rôle d'éveil, d'accompagnement et aussi un rôle de pouvoir participer aux actions. Et cela va nous aider à pouvoir faire réussir ce programme.» Les participants recommandent à la Monusco d'œuvrer pour le transfert des compétences vers la société civile et les institutions du pays.

**Mise au point du ministère des Hydrocarbures sur la hausse de prix du carburant.** Certaines difficultés de ravitaillement en produits pétroliers sont observées notamment à Kinshasa, au Maniema et dans le Haut-Katanga. « Pour Kinshasa, il ne s'agit pas de pénurie, mais l'entreprise SEP-Congo, ravitaillant la plupart des sociétés de distribution de la voie ouest, est en proie à quelques problèmes techniques », explique le communiqué. Dans la province du Haut-Katanga et du Lualaba, il a été constaté une rareté du carburant dans les stations-service. A la base de cette situation, « une sorte de chantage à l'endroit du gouvernement auprès duquel ils exigent le paiement du manque à gagner ainsi que la révision des prix à la pompe à la suite de la hausse baril. »

**Bukavu : un activiste des droits de l'homme retrouvé mort.** Selon le collectif Amka Congo, dont il faisait partie, il s'agit de Michael Shukuru. Ce dernier était sorti depuis vendredi et n'est plus rentré chez lui. Son corps a été retrouvé samedi matin et enterré dans la même journée à Burini dans le territoire de Mwenga. Les circonstances de sa mort ne sont pas encore élucidées.

**Lundi 17 janvier.**

**Le parti politique PRP recommande l'organisation des élections locales « pour respecter la mémoire des héros ».** « Nous pensons que la vraie organisation doit partir de la base. Ça suppose qu'il faudrait qu'un jour nous puissions arriver à organiser les élections locales, municipales, provinciales, au sens profond du terme. Lorsque nous allons organiser les élections au niveau de la base, c'est-à-dire que nous avons déjà un petit parlement. C'est ça la vision, de Lumumba et de Laurent Desire Kabila. C'est d'amener à ce que le peuple puisse arriver à gouverner», a expliqué le Secrétaire général adjoint du Parti révolutionnaire du peuple. Il demande aussi au gouvernement de mettre en pratique le plan de la reconstruction nationale, légués par ces deux leaders, mettant en avant les aspirations et les intérêts du peuple. **La RDC commémore ce 17 janvier, le 61e anniversaire de la mort d'un héros national, Patrice Emery Lumumba.** Le tout Premier ministre congolais a été assassiné dans l'ex-Katanga. Pour rendre hommage à Patrice Emery Lumumba, Lumumbaville a été créé par le décret du 14 mai 2013. C'est le résultat de la fusion de deux communes liées à l'histoire de Patrice Emery

Lumumba. Il s'agit de Wembo-Nyama, lieu de son éducation, et d'Ewango, son village natal. La ville est située sur le territoire de Katako-Kombe dans la province de Sankuru à 20 kilomètres de Thumbe cité. **Tshopo: le gouverneur Maurice Abibu appelle les Congolais à honorer la mémoire de Lumumba.** Selon lui, toute la population congolaise devrait s'imprégner de cette vertu, qui nécessite pratiquement une discipline dans la gestion de la chose publique. Et chaque Congolais devrait apporter sa pierre dans la refondation de la nation. « C'est à partir de Kisangani que Lumumba a été tiré de la prison pour aller négocier l'indépendance à Bruxelles. La meilleure façon d'honorer la mémoire de Patrice Émery Lumumba, c'est la prise en charge de notre pays. Il a lutté pour affranchir les Congolais pour que nous puissions prendre nous-mêmes le destin». **Beni: l'UNC invite les Congolais à revaloriser les valeurs politiques prônées par Lumumba.** « L'assassinat du héros national Emery Patrice Lumumba nous précise que la gestion de la chose publique en RDC n'est pas encore démocratique : la gestion est encore dictatoriale. Mais on se couvre par le label démocratie alors qu'il n'y a pas de démocratie », a affirmé le secrétaire permanent de la fédération de l'UNC/Beni, parti membre de l'Union sacrée de la nation au pouvoir. Selon lui, « ce que Lumumba a commencé, il faut que nous puissions continuer avec ce projet. Continuer avec ce projet, c'est quoi ? C'est aimer le peuple congolais et le Congo, et par conséquent, travailler pour ce peuple. Sinon, il n'y aura rien ! » Il invite les dirigeants congolais à s'inspirer de Lumumba, qui prônait le patriotisme et le nationalisme.

**Nord-Kivu : les Fardc et l'UPDF mettent en place « des stratégies » pour sécuriser les travaux de réhabilitation de la route Beni-Kasindi,** d'intérêt économique. Les échanges entre les deux armées se sont déroulés au poste frontalier de Kasindi, entre la RDC et l'Ouganda. Les délégués de l'armée congolaise et ougandaise ont échangé sur le bon déroulement des opérations militaires conjointes en cours dans la région.

**Nord-Kivu : des rebelles rwandais des FDLR imposent des taxes illégales aux agriculteurs à Rutshuru.** C'est depuis le mois d'octobre 2021 que cette situation perdure et ces taxes sont devenues pratiquement courante, surtout, en période culturale, selon les mêmes témoignages. La taxe dénommée « Rangira Vhumiza » en Kinyarwanda ou « Sauve ta vie » est obligatoire aux agriculteurs pour accéder à leurs champs situés vers Nywamitwitwi, Bisoso et Nyamuragiza, à 7 kms de leur village. A défaut de l'achat de ce jeton, les paysans récalcitrants sont sérieusement tabassés. En période de récolte, ces rebelles prélèvent quelques unités forfaitaires sur chaque produit récolté, et par personne, comme tribut.

**Ituri : accalmie à Jingunga après le meurtre de 7 personnes par des présumés combattants de la Codeco.** Les victimes de cette attaque travaillaient dans un site minier dans la même zone. Elles ont été surprises par les miliciens, alors qu'elles regagnaient leurs maisons, rapportent plusieurs sources. Les Fardc ont repris le contrôle de la zone après avoir repoussé les assaillants. Les habitants vivent toujours la peur au ventre, craignant une nouvelle incursion de ces rebelles, qui circulent librement dans la périphérie, selon la société civile locale.

**Beni : tension observée à Tenambo après l'assassinat de deux civils.** Des jeunes en colère sont descendus dans la rue pour manifester contre l'insécurité, ce après l'assassinat de deux civils, tués dans la nuit du 16 au 17 janvier. Dans leur fuite, ces hommes armés ont poignardé un jeune homme qui est soigné dans un hôpital de la place.

**Le système LMD offrira à l'étudiant « les choix des cours adaptés à ses objectifs ».** C'est l'un des fondamentaux du système Licence, Master et Doctorat (LMD) expliqué aux enseignants de l'Université de la Tshopo lors de deux séances de formation qui ont eu lieu vendredi et samedi 15 janvier 2022. « Certes l'enseignant peut donner le cadre théorique mais l'étudiant peut améliorer, peut chercher à capitaliser ses compétences par ses propres recherches, donc, c'est un enseignement qui met l'étudiant au centre de sa formation ». Les enseignants présents se réjouissent aussi des notions apprises, notamment, le changement de méthode, comment enseigner, quitter l'ancien système.

**Les groupes parlementaires de l'Union sacrée réaffirment leur loyauté à Félix Tshisekedi.** Cette déclaration intervient trois jours après que le président intérimaire de l'UDPS, Jean-Marc Kabund, a annoncé sa démission de ses fonctions de premier vice-président de l'Assemblée nationale. Il a fait cette annonce, vendredi dernier, après l'incident ayant opposé ses gardes du corps à celui de l'une des membres de la famille présidentielle. En guise de représailles, les militaires de la Garde républicaine avaient saccagé la résidence de Jean Marc Kabund.

**Sud-Kivu : les rebelles burundais de RED Tabara et Imbonerakure s'affrontent à Uvira.** Des sources locales affirment que ces affrontements entre les rebelles burundais de RED Tabara et les miliciens Imbonerakure, proches du pouvoir au Burundi, ont occasionné mort d'hommes et des villages incendiés, notamment à Kitoga, Rubuga et Mashuba, dans la chefferie de Bafuliiru. Jusque ce lundi matin, d'autres mouvements étaient signalés à Kibirizi et à Kitemesho dans le groupement de Luberizi ainsi qu'à Kyanunda près

de Sange, dans la plaine de la Ruzizi. Il s'agit de mouvements de combattants burundais se dirigeant vers les hauts plateaux de la chefferie de Bafuliiru.

**Mbuji-Mayi sans électricité depuis 3 semaines.** Selon le directeur général de l'entreprise qui commercialise l'énergie électrique à Mbuji-Mayi (Enerka) : « La nuit du 30 au 31, pendant le séjour du chef de l'Etat chez nous, il y a eu une pluie qui s'est abattue toute la nuit et qui a causé des dégâts sur la ligne moyenne tension qui alimente la Régie de distribution d'eau. Deux poteaux de la ligne se sont écroulés côté Dileji, cela a créé un court-circuit et a perturbé le fonctionnement des machines à Tshiala. Une machine de l'altérateur a brûlé, et l'autre machine est allée en vitesse. Comme ce sont des vieilles machines, les coussinets ont grippé. » Tout a été mis en œuvre pour palier à ce problème.

**Kasai-Central : un ex-chef de la milice Kamuina Nsapu arrêté.** David Ndaye, longtemps recherché par la justice, a été arrêté le weekend dernier par les Fardc à Dibaya. La société civile locale, rapporte que David Ndaye, connu sous le nom de « Nsabanga », semait la terreur dans le coin avec ses éléments.

**Félix Tshisekedi « n'est plus digne de commémorer Lumumba et LD Kabila », selon le parti Nouvel Elan.** Albert Mukulubundu, a déclaré : « Lorsqu'on accède au pouvoir par la fraude électorale, lorsqu'on brade les richesses du pays auprès des Etats agresseurs du Congo, on n'est plus digne de commémorer Patrice Emery Lumumba et Laurent Désiré Kabila. Car, ces deux personnalités politiques se sont battues, jusqu'au sacrifice suprême pour l'indépendance et la souveraineté du peuple congolais. » Nouvel Elan dit par ailleurs inscrire sa lutte pour une CENI dépolitisée dans la même lignée que le combat de ces deux héros nationaux.

**Mardi 18 janvier.**

**Kasai : atterrissage raté d'un avion de la compagnie Air Kasai à Lodja.** L'avion a quitté Kinshasa le même lundi matin pour atterrir à Lodja. L'appareil a forcé l'atterrissage à près de 30 mètres de l'aéroport. Les pneus de l'avion sont en ce moment bloqués dans un banc de sable. L'on a enregistré ni mort ni blessé.

**La hausse du prix de carburant impacte le transport en commun à Goma.** Un litre d'essence qui se vendait à 2 150 FC il y a une semaine à Goma (Nord-Kivu), se négocie ce mardi 18 janvier à 2 300 FC ; alors que celui du gasoil est passé de 2 170 à 2 400 Fc (1.2 USD). Des conséquences économiques néfastes se font voir de plus en plus sur le vécu quotidien de la population locale. Cette situation est consécutive aux fluctuations des prix du baril au niveau de l'approvisionnement de carburant et la situation est mondiale, affirment les pétroliers de Goma. **Tanganyika : la dégradation des axes routiers provoque la flambée du prix du carburant à Kongolo.** Kongolo consomme du carburant provenant de Lubumbashi au Haut-Katanga et Bukavu dans le Sud-Kivu. Le prix d'un bidon de 20 litres d'essence est passé de 45 000 à 100 000 FC voire 120 000 FC (60 USD). Les prix ne grimpent pas sans motif à Kongolo. Tout part des lieux d'approvisionnement. L'état de nos routes laisse à désirer. Au départ de Kongolo centre nous mettons quatre jours à Mbulula avant d'atteindre Kalemie, Bukama ou Lubumbashi. Et imaginez le temps que métrait le carburant acheté à Lubumbashi avant d'arriver à Kongolo. Plus le temps est long, plus les prix montent.

**Les Fardc repoussent une attaque de la coalition Maï-Maï sur la ville d'Uvira.** Selon le porte-parole du secteur opérationnel sokola 2 des Fardc au Sud-Kivu : « Les miliciens Maï-Maï Ilunga, Gady, Lunyuki et les miliciens burundais du FNL se sont coalisés pour attaquer la ville d'Uvira à partir des collines surplombant la commune de Kavimvira. Alors, ils ont connu une résistance des Fardc qui les ont pourchassés durant toute la journée. Et pour le moment la situation est sous contrôle ».

**Lubumbashi : la Police disperse la marche du FCC pour exiger la libération de Ngoy Mulunda.** Une situation que déplore le coordonnateur provincial du Front commun pour le Congo (FCC). Il ne comprend pas qu'une manifestation qui avait été autorisée par le maire de Lubumbashi soit annulée par la même autorité la veille via les réseaux sociaux et pour des motifs fallacieux. Cette marche devait chuter au gouvernement de province où un mémorandum devait être lu et déposé à l'autorité provinciale. L'objectif est de solliciter la clémence du chef de l'Etat au sujet du pasteur Daniel Ngoy Mulunda, arrêté il y a une année et qui est incarcéré dans la prison de la Kasapa à Lubumbashi. Ngoy Mulunda était condamné à trois ans de prison pour, incitation à la haine tribale. Non satisfait de la sentence, il est allé en cassation.

**Mbandaka : les dividendes de la paix sont visibles après le départ de la Monusco, affirme Edouard Biegbeder.** La Mission de l'ONU s'est retirée de Mbandaka lors de l'exercice 2019-2020. Ce retrait faisait suite à la fermeture de plusieurs antennes, en raison d'une réduction budgétaire. Huit bureaux étaient concernés dont Dungu, Mbandaka, Bandundu, Kamina, Matadi, Mbuji-Mayi, ainsi que Kisangani et Lubumbashi, entraînant la

suppression de 764 postes. Une autre question que se posent souvent les auditeurs de Radio Okapi, c'est l'avenir de ce média après le départ de la Monusco. A ce sujet, le représentant de l'Unicef pense que son agence va « supporter » cette radio, à travers Bana Okapi (une nouvelle radio créée avec l'appui de l'Unicef dont le programme est dédié aux jeunes et aux enfants). Concernant la protection des enfants, Edouard Beigbeder fait savoir que l'Unicef travaille étroitement avec les autorités du pays.

**Sud-Kivu : des combats signalés à Uvira après la mort d'un chef milicien.** Ces combats interviennent quelques jours après la mort du seigneur de guerre Maï-Maï, Mushombe Muganguzi. Il a été décapité par les éléments burundais de Red Tabara la semaine dernière à Kagogo, un village dans le groupement de Kigoma, de la chefferie de Bavira. Selon les proches de ce seigneur de guerre, Mushombe avait facilité la traversée vers Uvira de Red Tabara, avant d'être accusé de trahison par ce dernier et d'être tué. Le porte-parole de l'armée appelle les autres groupes armés locaux à tirer de leçon de leur alliance avec les groupes armés étrangers avec le cas Mushombe. Entre temps, il affirme que des opérations militaires de traque se poursuivent contre tous les groupes armés. Dans le cadre des opérations militaires, un milicien du groupe Buhirwa a été tué et cinq autres blessés par balle à Rudaga, dans le groupement de Lemera. Des campements des groupes Kijangala et alliés burundais Les Forces nationales de libération (FNL) ont été détruits à Buleza et Rugezi dans les hauts plateaux, signale la même source militaire.

**Beni : 4 morts dans une attaque des Maï-Maï à Talihya.** Deux militaires et 2 miliciens ont été tués le 17 janvier lors d'une attaque menée par une milice Maï-Maï sur le site, où l'entreprise Energie du Nord-Kivu construit une nouvelle centrale hydroélectrique, à Talihya, chefferie de Bashu à Beni. Le commandant des opérations Sokola, dénonce une volonté de ces miliciens de saboter ce site. D'après la société Energie du Nord-Kivu qui fournit de l'électricité dans cette région, cette attaque est la 4e enregistrée sur le même lieu en l'espace de deux ans.

**Ituri : la capacité de nuisance des groupes armés a été réduite, se réjouit le général Mafourziz (Monusco).** Le général Muhsin Alam a succédé depuis lundi 17 janvier au général Mafourziz à la tête du secteur Nord de la Monusco en Ituri. Il s'agit d'un changement de routine qui survient tous les 12 mois. Durant les douze mois passés à la tête du secteur Nord de la Force de la Monusco en Ituri, beaucoup de progrès ont été ainsi accomplis, selon le général Mafourziz. « Mais nous savons que nous devons faire beaucoup plus et nous avons besoin du soutien de toutes les parties prenantes, pas seulement de la force de la Monusco ou des Fardc, pour atteindre notre objectif. » Il a assuré que bientôt les groupes armés ne seraient qu'un lointain souvenir dans la région.

**Nord-Kivu : nouvelles vagues des déplacés enregistrées au sud de Lubero.** Depuis plus de deux semaines, des mouvements de populations sont signalés dans les chefferies de Bamate et de Batangi. Ils font suite aux affrontements répétitifs entre les milices Nduma Defence of Congo-Rénové (NDC-R) de Guidon et Forces patriotiques populaires, Armée du peuple (FPP/AP) de Kabido dans plusieurs localités de cette partie du Nord-Kivu. Dans la région de Miriki, la société civile dit avoir enregistré près de deux mille ménages qui sont arrivés sur place depuis le 6 janvier dernier. Alphonse Nzira, son président, affirme que ces déplacés manquent de nourriture et d'eau potable. Selon lui, les familles qui les accueillent n'accèdent pas à leurs champs, où se déroulent les affrontements. Cette situation en rajoute à leur précarité. A Bulotwa, la société civile locale avance un chiffre de sept cent cinquante-et-un ménage de déplacés enregistrés. Dans d'autres agglomérations, comme Kirumba et Luofu, des sources locales parlent également de l'arrivée de déplacés sans donner des chiffres.

**Goma : le gouverneur de province annule la spoliation d'une parcelle de l'Etat.** Selon le gouverneur du Nord-Kivu, cette parcelle est reprise par erreur sur la liste des maisons calcinées ayant fait l'objet de l'arrêté. Dans cette lettre, il enjoint aux autorités en province de faire cesser tout acte de tentative d'occupation cavalière de cette parcelle par les tiers. Celle-ci reste donc propriété de l'Etat. D'après Me Lumbu Lumbu, environ 98% des parcelles de l'Etat sont désaffectées à Goma, la plupart au motif qu'elles ont été calcinées par la lave volcanique en 2002, « laissant ainsi l'Etat, lui-même, locataire. » Il demande au gouverneur de province de freiner cette hémorragie visant à désaffecter irrégulièrement les parcelles de l'Etat dans la ville. Et il souhaite que l'on puisse entamer des enquêtes sur toutes les maisons de l'Etat qui avaient été désaffectées irrégulièrement.

**Beni : les mouvements citoyens Filimbi et Amka en campagne d'éducation civique de la population.** Cette campagne vise à sensibiliser la population sur ses droits et devoirs selon les articles de la constitution. « De cette campagne, nous nous attendons à une révolte constructive : c'est que le peuple soit en mesure de dire non aux antivaleurs. Que le peuple sorte de cette habitude de critiquer les autorités, et de participer en tant que souverain primaire à la gestion du pays (...) le rôle du peuple, c'est de dire non aux antivaleurs, dire non aux taxes illégales.»



**Les députés de l'UDPS désavouent Jean Marc Kabund.** « Désavouons notre collègue Jean Marc Kabund-a-Kabund et prenons acte de sa décision de démissionner des fonctions de premier vice-président de l'Assemblée nationale, qu'il occupait au nom de l'UDPS – et non pas à titre personnel – et de ses autres fonctions au sein du parti que nous devons continuer à consolider ensemble pour servir les intérêts de notre peuple », ont déclaré ces élus. Ils ont par ailleurs demandé aux structures compétentes de l'UDPS « d'intervenir sans délai afin de tirer toutes les conséquences qui s'imposent pour la bonne marche du parti au pouvoir, la réussite du mandat présidentiel en cours ainsi que la conquête et le succès du second mandat. » Les signataires ont ainsi réaffirmé leur « soutien total, indéfectible et sans faille » à Félix Tshisekedi. **La démission de Jean Marc Kabund « n'étonne personne », selon Lusanga Ngele.** « Le problème de Kabund ne peut étonner personne, parce que, lorsqu'il préparait la création de son parti, tout le monde – surtout ceux qui sont à Kinshasa – le voyait. Et il ne peut pas partir comme sans qu'on envoie des auditeurs pour auditer sa gestion de l'UDPS », a déclaré l'un des treize parlementaires et membres co-fondateur de l'UDPS.

**Procès Chebeya: environ 50 ONG exigent la comparution de Joseph Kabila.** Selon les responsables de ces organisations, les 48 ONGDH parlent d'une seule voix et disent attendre de la justice militaire qu'elle fasse éclater la vérité sur le double crime du 1er juin 2010 dans les installations de la police nationale. « Le président Kabila ne sera pas entendu comme prévenu, il sera entendu comme simple renseignant. C'est quand un ancien Chef d'Etat est poursuivi pénalement qu'on peut lever ses immunités » affirme le président de l'ASADHO.

**La RDC élabore son annuaire des ressources naturelles.** Des experts congolais du ministère de l'aménagement du territoire en collaboration avec ceux des mines, de l'agriculture et de l'environnement élaborent un annuaire national des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables du sol et du sous-sol de la RDC. D'après le ministre de l'Aménagement du territoire, Guy Loando, cet annuaire est indispensable pour la gestion des potentialités territoriales congolaises. Selon lui, faute d'outils adéquats pour l'affectation et l'utilisation de son espace, la RDC vit des tensions, notamment entre conservation et exploitation de ses ressources, exploitation artisanale et industrielle ; ou encore entre établissements humains et industriels.

**Le général Célestin Mbala appelle l'armée et la police à l'amour et l'unité.** Selon lui, l'armée et la police ont des missions qui se complètent, pour faire régner de l'ordre. Il a appelé les hommes en uniformes à respecter la loi et à afficher un comportement irréprochable. Le chef d'état-major général des Fardc fait aussi remarquer que, quelques fois, les embouteillages sont provoqués par certains agents de l'ordre qui roulent en contresens. « Il faut que nous aussi nous respectons la loi ».

**Répression de la marche de Lubumbashi : Moïse Katumbi condamne le recours à la violence.** « Je condamne fermement l'usage disproportionné de la force et le recours à la violence pour réprimer la manifestation pacifique organisée en faveur de la libération du pasteur Ngoy Mulunda. Les tirs à balles réelles et l'usage intempestif des gaz lacrymogènes sont injustifiables » dénonce le président du parti « Ensemble pour la République »

**Mercredi 19 janvier.**

**Matadi : grogne des agents révoqués du cabinet du gouverneur.** Les agents publics du cabinet du gouverneur du Kongo-Central ainsi que ceux de la direction générale des recettes de cette province, qui se disent injustement révoqués depuis l'an dernier par le gouverneur intérimaire du Kongo-Central, ont manifesté le 18 janvier devant ce cabinet. Ils disent exiger l'exécution de la récente décision prise par le vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur abrogeant tous les actes de révocation et de nomination que Justin Luemba a pris au-delà de ses compétences du gouverneur intérimaire. Outre leur réintégration, ces agents exigent également du gouverneur intérimaire le paiement de leurs arriérés de trois mois de salaire. Selon eux, le gouverneur intérimaire, dont le pouvoir se limite à l'expédition des affaires courantes, les a remplacés par des gens venus presque tous du territoire de Lukula, son fief électoral.

**Le gouvernement met à la disposition des étudiants 100 bus pour leur transport.** Le premier lot de Trans-Academia est constitué de 100 bus qui vont desservir tous les campus universitaires de la capitale d'abord et, ensuite, les autres grandes villes du pays. L'objectif pour le gouvernement est de mettre à la disposition des étudiants 600 bus. Trans-Academia va appliquer une tarification spéciale et préférentielle aux étudiants et un système d'abonnements mensuels sera de mise.

**CEEAC : Félix Tshisekedi prend la présidence tournante ce mercredi à Brazzaville.** La passation du pouvoir entre le sortant Denis Sasou-N'guesso et l'entrant Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est parmi les

moments forts des travaux de la XXe session de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) qui s'ouvrent ce même mercredi matin à Brazzaville. Créée en 1983, la CEEAC compte 11 pays membres à savoir : le Congo, la RDC, la RCA, l'Angola, le Burundi, le Rwanda, la Guinée équatoriale, le Cameroun, Sao Tomé-et-Principe, le Gabon et le Tchad. Son siège se trouve à Libreville au Gabon.

**Joseph Kongolo : « Jean-Marc Kabund doit éviter de multiplier les erreurs ».** En ce moment, il fait remarquer qu'il n'est pas opportun pour lui de quitter son parti, et avoir des ambitions présidentielles. Il propose que l'UDPS trouve plutôt des solutions au conflit qui s'observe en son sein. **Professeur Jeef Mudimbi : « La démission de Kabund pourrait « secouer » le parti pendant peu de temps »** « N'oublions pas le rôle important que Kabund a pu jouer à l'UDPS. C'est un monsieur qui a réussi à drainer un certain nombre de masses populaires autour des idéaux de l'UDPS. Ce qui fait que, sa démission peut avoir un impact sur le fonctionnement de l'UDPS ». Il a ajouté toutefois que, l'UDPS survivra, car ayant déjà connu le départ de plusieurs autres cadres par le passé.

**Ituri : les casques bleus de la Monusco mettent en déroute les Codeco à Fessalli.** Les casques bleus de la Monusco ont ouvert le feu le 18 janvier sur des assaillants de la Codeco dans la localité de Fessalli, dans le territoire de Djugu en Ituri. C'était lors d'une opération de ratissage et de sécurisation des populations civiles dans cette localité où ces soldats de la paix s'étaient déployés pour mettre fin aux exactions de ces miliciens.

**Goma : 6 présumés assassins de l'ambassadeur italien et de Simba Ngezayo arrêtés par la police.** Ces assassins qui sont repartis en 3 groupes, seraient des criminels de grand chemin. Parmi eux figurent les assassins présumés de l'ambassadeur italien Luca Attanasio tué en février 2021 dans le territoire de Nyiragongo. Parmi ces hommes l'on retrouve, des présumés kidnappeurs de 3 fonctionnaires humanitaires de l'ONG internationale Concern à Luhonga dans le territoire de Masisi, le 7 janvier 2022. D'autres présumés bandits ont été déjà déferés devant la justice dans les mêmes affaires. Cependant, la décision de la justice se fait toujours attendre.

**Uvira : retour au calme après des affrontements entre Farde et Maï-Maï.** C'est la 3e journée consécutive que la ville d'Uvira vit dans la frayeur totale. Les habitants disent craindre des dommages collatéraux en cas d'attaque des assaillants. Le lundi 17 janvier, trois civils ont été touchés par des balles perdues tirées par les assaillants depuis les montagnes surplombant la ville. L'armée a confirmé la destruction d'un de leurs campements sur les collines de Kakungwe par des combattants Maï-Maï. Cependant, elle dit avoir repoussé les assaillants. Dans la soirée du 18 janvier, trois patrouilles de combats des casques bleus pakistanais de la Monusco ont été déployées dans la ville pour sécuriser la zone. D'après la MONUSCO, d'autres patrouilles aériennes sont attendues ce mercredi sur la partie montagneuse où se sont retirés les assaillants.

**Bunia : des incidents émaillent l'opération de contrôle des motos sans plaques d'immatriculation.** La police routière barricade ainsi les artères principales de la ville de Bunia pour le contrôle des motos. Cette décision est plutôt mal accueillie par les conducteurs de taxis motos. Aussitôt après le lancement de cette opération, des échauffourées ont opposé la police et des conducteurs de moto-taxis, dans la journée de mardi, paralysant ainsi toutes les activités économiques ainsi que le trafic des engins roulants. Bilan : de trois personnes blessées et près de cent motos saisies. Les motocyclistes s'insurgent contre le prix exorbitant, d'une plaque d'immatriculation, fixé à 35 USD par la Direction générale des recettes de la province de l'Ituri. Ce mercredi 19 janvier, la police routière a poursuivi le contrôle de motos-taxis à travers la ville pour s'assurer de l'effectivité de cette mesure de la DGRPI.

**Procès Chebeya : la Haute Cour militaire rejette la demande de comparution de Joseph Kabila.** Ce mercredi, le président de la Haute Cour a jugé inopportun de faire venir au procès ces personnalités, estimant user de son «pouvoir discrétionnaire », et n'a pas évoqué un quelconque motif. Il a demandé à toutes les parties d'entamer leurs plaidoiries dès le 26 janvier. L'article 249 du Code judiciaire militaire reconnaît au président d'une chambre ce que l'on appelle « le pouvoir discrétionnaire ».

**Maniema : « Insuffisance criante d'encadrement pédagogique » pour les enseignants de Pangi (Officiel)** Mais aussi la carence en support pédagogique et enfin l'État défectueux des bâtiments scolaires. Ce Constat a été fait par une équipe d'inspecteurs lors de leur mission d'itinérance financé par le chef de secteur dans le cadre du processus de l'amélioration de la qualité de l'enseignement à travers la couverture inspecturale des recoins inaccessibles de son entité. Cependant ils n'ont pas pu atteindre toutes les écoles, faute de temps.

**Ituri : l'association culturelle Lori condamne les attaques des miliciens de la Codeco à Djugu.** Cette structure estime que ces actes risquent de remettre en cause les efforts fournis par l'équipe de la Task force (Force d'intervention), dépêchée de Kinshasa par le Chef de l'Etat pour faciliter le dialogue entre les

communautés en vue de ramener la paix dans la province de l'Ituri. Le président de Lori, ajoute que des démarches sont entreprises avec les autorités provinciales pour sensibiliser la population de Bambu et ses environs à regagner leurs villages.

**La Brigade d'appui aux services financiers s'installe à Beni.** Tous les actes posés par les services publics de l'État dans la ville de Beni seront désormais contre vérifiés par la Brigade d'appui aux services financiers. Le chef d'antenne de la Brigade d'appui aux services financiers, précise que l'objectif est de maximiser les recettes de l'Etat en luttant contre la fraude fiscale.

**Sud-Kivu : le porte-parole du gouvernement provincial échappe à un assassinat.** Un militaire des Fardc a tenté de tirer, le 18 janvier, sur le ministre provincial des médias et porte-parole du gouvernement du Sud-Kivu, qui venait de sortir de son cabinet de travail à bord de son véhicule. Le militaire avait été vite maîtrisé et amené au cachot de l'auditorat militaire de Bukavu. Le ministre invite les autorités compétentes à ouvrir une enquête pour connaître le vrai commanditaire.

**Beni : la police interpelle les conducteurs à la suite des accidents répétitifs de circulation.** La Police de la circulation routière (PCR) demande aux conducteurs des engins roulants, de respecter le code de la route et de se comporter de manière courtoise sur les routes. Il invite tous les conducteurs à ne pas rouler à grande vitesse en ville et leur demande de profiter du recyclage obligatoire imposé par l'Etat congolais pour réduire les accidents.

**Bunia : la police disperse des taximen motos par des coups de feu.** Selon des sources policières, un groupe de taximen motos du quartier Mudzipela voulait descendre au centre-ville pour récupérer leurs motos saisies par la police pour absence de plaques d'immatriculation. Les éléments de la police et de l'armée ont répliqué avec des tirs de sommation pour les disperser.

**Kasaï-Oriental : 22 structures sanitaires reçoivent des médicaments et équipements pour renforcer la couverture universelle.** « Ce don est essentiellement constitué, d'une part, d'importants équipements médicaux comme les échographes, les électrocardiogrammes, des matériels de labo, des équipements de salle d'opération et de réanimation, des équipements de rééducation et adaptation physique, mais aussi des groupes électrogènes et d'un important lot des produits pharmaceutiques. » Six rotations d'avions ont été organisées par la task force présidentielle pour acheminer ces équipements médicaux de Kinshasa vers Mbuji- Mayi.

**La ville de Zongo électriée, 50 ans après sa création.** Cinquante ans après sa création, la ville de Zongo a connu dimanche dernier l'éclairage public. Le maire indique que cette électrification s'est faite d'abord avec des groupes électrogènes de la Snel, en vue de tester la fiabilité des installations haute tension et le réseau domestique.

Selon lui, Zongo sera définitivement connecté à la ligne haute tension à partir de Bangui, grâce aux matériels financés par la BAD, dans le cadre du projet transfrontalier RCA-RDC. La gestion et la commercialisation de cette énergie sont confiées à la Snel. Ses agents sont en cours d'installation des compteurs du type prépayé auprès des abonnés. Ce qui rassure le maire du boom socio-économique et immobilier de sa ville.

**Jeudi 20 janvier.**

**Nord-Kivu : la société civile dénonce le « mutisme des autorités » face au regain de kidnappings à Rutshuru.** Les organisations de défense des droits de l'homme affirment qu'au moins une dizaine de personnes, parmi lesquelles des hommes, des femmes et des enfants, ont été soit kidnappées ou tuées sauvagement par des hommes armés au début de cette année ; alors que la province est en état de siège. La coordination territoriale de la société civile se dit préoccupée par cette montée des violences et exige des autorités des opérations militaires de grande envergure pour pacifier et stabiliser définitivement la région de Rutshuru.

**Kinshasa : les députés provinciaux de l'UDPS demandent le remplacement de Kabund.** Les députés provinciaux de Kinshasa de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) demandent « instamment » aux députés nationaux de cette formation politique d'engager la procédure de remplacement de Jean-Marc Kabund, président intérimaire du parti présidentiel. Dans une déclaration de soutien au Président de la République faite mercredi 19 janvier 2022, ils disent prendre acte de la démission de Jean-Marc Kabund. Ils estiment que le comportement de Jean-Marc Kabund d'annoncer sa démission sans informer ni consulter au préalable le Président de la République et le parti, n'a pour but que de saper l'autorité du Chef de l'Etat et d'humilier le parti.



**Maniema : Kenneth Ehouzou à Kindu pour évaluer les activités de l'UNFPA.** « Nos échanges ont porté sur le renforcement de la collaboration entre les deux partenaires, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) et la province du Maniema pour s'assurer que UNFPA continue d'appuyer la province dans le renforcement des capacités du personnel de la santé, notamment les sages-femmes, certaines maternités, appui en équipements et en médicaments pour faciliter et réduire le décès maternel qui sont à peu près, 219 pour 100 000 naissances dans la province. Aussi, nous allons appuyer la province pour les réparations des femmes qui souffrent des fistules ». Il a annoncé l'arrivée dans les prochains jours au Maniema, du représentant résidant du UNFPA.

**Nord-Kivu : des leaders de Lubero réclament l'accélération du programme DDRC-S pour mettre fin à l'insécurité.** Ces leaders ont déploré notamment le « manque d'encadrement » des combattants venus du Sud de Lubero, qui se sont rendus dans le cadre du programme de démobilisation, désarmement, relèvement communautaire et stabilisation et cantonnés dans différents centres, disponibles par le gouvernement congolais. Pour le chef de la chefferie des Bamate, plusieurs jeunes combattants qui ont manifesté la volonté de se rendre pour leur désarmement, redoutent actuellement d'être abandonnés par le gouvernement, une fois cantonné dans les centres d'encadrement, faute des moyens qui caractérisent actuellement le processus de désarmement. Il a ajouté que le manque des moyens du PDDRC-S a occasionné la fuite des combattants des centres de cantonnement et cite notamment le cas des combattants du groupe FPP/AP de Kabido qui continuent de commettre des exactions contre les populations civiles. « Nous avons des éléments déjà et aujourd'hui nous pouvons dire qu'il faut vraiment des moyens financiers. Il faut une grande volonté pour arriver à avoir le résultat escompté. Le chef de l'Etat a la volonté, le gouvernement a la volonté mais il y a une volonté qui doit s'accompagner, c'est la volonté de la population » a indiqué le coordonnateur national PDDRC-S.

**Pénurie du carburant dans le Sud et l'Est de la RDC : une nouvelle structure des prix dans 48h.** Le ministre de l'Economie fait remarquer que le problème de stock et de manque à gagner est à la base de cette pénurie. Néanmoins, le gouvernement a engagé le dialogue avec les opérateurs économiques du secteur. Les parties Est et Sud du pays font face à la pénurie et à la hausse des prix de carburant. Des files d'attente se font devant les stations. La pénurie a un impact sur le transport en commun et d'autres activités économiques qui dépendent du carburant.

**Nord-Kivu : au moins 800 enfants bénéficient des jugements supplétifs des actes de naissance à Goma.** Ces jugements supplétifs prononcés par le tribunal pour enfant de Goma ont été remis le 19 janvier aux parents des bénéficiaires par l'ONG Mouvement international des droits de l'enfant, de la femme, de l'homme veuf et de leur promotion sociale. Ces actes ont été obtenus dans le cadre d'un projet de protection des enfants vulnérables financé par l'Unicef. Ce projet prendra fin au mois de février.

**La société civile s'engage à s'approprier le programme DDRC-S.** « Les organisations de la société civile veulent s'approprier le programme, veulent s'organiser en groupes de travail, et la transition Monusco, dans les cinq provinces concernées au niveau nationale, afin d'interagir directement avec la coordination de ce programme et d'apporter les revendications ou les desideratas de la société civile pour qu'ils soient prises en compte », affirme le président du cadre de concertation de la société civile. Pour lui, la société civile doit jouer un rôle de fonds dans ce programme, étant donné qu'elle a beaucoup contribué, dans les propositions de sa mise en place. « Nous voulons qu'il y ait un mécanisme transparent, cohérent et structurel de collaboration entre nous et le programme ».

**Métiers de domestique à Kinshasa : des experts recommandent de recourir aux agences de recrutement.** Le coordonnateur de « l'Agence des petits boulots », indique que le but de son agence est de recruter et de placer les travailleurs domestiques. Dans la ville de Kinshasa, il s'observe plusieurs abus commis par les employeurs des domestiques. Selon un juriste, la loi prévoit une protection du métier des travailleurs domestiques mais comme dans beaucoup de domaines, ces dispositions de loi souffrent souvent d'application. Si certains domestiques se retrouvent dans de bonnes conditions, beaucoup voient leurs droits bafoués.

**Uvira : reprise des activités après les affrontements entre les Fardc et une coalition Maï-Maï.** Les Fardc continuent à se déployer sur les collines à la poursuite des assaillants issus d'une coalition des miliciens Maï-Maï avec des rebelles burundais du FNL. Lundi dernier, cinq personnes ont été tuées dont trois soldats des Fardc ainsi que deux civils. Mardi 18 janvier, une position des Fardc a été attaquée et leur campement incendié par les assaillants. « Les écoles sont ouvertes, les gens vaquent librement à leurs occupations. Mais il y a encore une psychose dans les têtes des habitants quand ils voient les militaires aller vers les montagnes, ce 20 janvier ».

**15 ans de prison pour les violeurs des détenues de la prison de Kasapa : l'UCOFEM satisfaite du verdict.**

Les condamnés au nombre de dix, étaient poursuivis pour trois infractions. Viol, incendie volontaire, ainsi que la tentative d'évasion. « Pour nous c'est vraiment un sentiment de satisfaction parce que ces femmes viennent d'obtenir gain de cause. Ce procès a pris beaucoup de temps avant son démarrage mais, trois mois après, les accusés viennent d'être punis par une peine de 15 ans de prison », a déclaré, la secrétaire administrative de L'Union congolaise des femmes des médias. L'UCOFEM souhaite que les victimes obtiennent réparation pour les préjudices subies. Les viols collectifs de femmes détenues à la prison centrale de la Kasapa avaient eu lieu le 25 et 26 septembre 2021. C'était lors d'une violente émeute dans cette prison.

**Beni : un mort et des maisons incendiées dans deux attaques à Lubano et Ndama,** deux villages du secteur de Ruwenzori dans le territoire de Beni au cours d'une incursion d'hommes armés. Des maisons ont été également incendiées et des biens de la population emportés par les assaillants. Pour le moment, le calme est revenu.

**Goma : 4 personnes retrouvées mortes en l'espace de 4 jours.** Pour la plupart, ce sont des jeunes qui sont abattus et leurs corps jetés soit dans le lac, soit ailleurs, s'inquiète le conseil urbain de la jeunesse de Goma. Deux corps sans vie ont été retrouvés le 19 janvier matin dans la ville de Goma. Deux autres ont été découverts, presque dans les circonstances identiques dimanche et lundi. Le président du conseil urbain de la jeunesse de Goma, se dit préoccupé par cette nouvelle forme de criminalité qui cible des jeunes depuis quelques temps. Il appelle les autorités à prendre des mesures pour trouver des solutions.

**Kinshasa : la police disperse le sit-in du parti politique Nkita devant la Primature.** « Il n'y a pas d'eau, pas d'électricité, pas d'hôpitaux dignes, pas des routes. Pour le parti Nkita, s'en était trop. Nous avons demandé au Premier ministre de déposer sa démission. Ils ont envoyé des policiers et militaires bien armés. Ils ont tabassé, brutalisé et blessé certains militants. Ce qui s'est passé à la Primature est une violation grave des droits de l'homme.» rapporte le secrétaire général intérimaire du parti.

**Assemblée nationale : « Jean-Marc Kabund ne démissionnera plus », affirme son chef de cabinet.** Jean-Marc Kabund, qui est également président intérimaire de l'UDPS, avait annoncé sa démission du bureau de l'Assemblée nationale sur son compte Tweeter vendredi 14 janvier. Cette annonce est intervenue après l'incident ayant opposé ses gardes du corps à celui de l'une des membres de la famille présidentielle. En guise de représailles, les militaires de la Garde républicaine avaient saccagé la résidence de Jean-Marc Kabund. Il n'a cependant pas déposé officiellement cette démission au bureau de l'Assemblée nationale. Entre-temps, il y eu des manifestations de ses sympathisants à son domicile et des tractations pour le contraindre à revenir sur sa décision. D'autre part, des voix se sont levées au sein même de son parti pour pousser Jean-Marc Kabund à la démission.

**Equateur : plus de 180 personnes disparues lors du naufrage d'une baleinière sur le fleuve Congo.** Des rescapés qui sont retournés à Mbandaka affirment que la baleinière, appartenant à un certain armateur Werra, a chaviré dans la nuit de dimanche à lundi dernier. L'un d'eux, témoignage : « La baleinière était vieille. Sa partie supérieure s'est abattue soudain sur les passagers avant la dislocation totale de l'embarcation. Nous nous sommes accrochés aux bois secs qui flottaient, d'autres personnes sur des bidons vides. Mais il y a eu des morts enfouis dans la coque de la baleinière. A bord, nous étions à peu près six cents passagers. Aussitôt, nous avons vu au moins trois cadavres. Il y a eu effectivement plusieurs victimes, mais nous ne connaissons pas le nombre exact puis qu'il y a jusque-là trop de disparus. » Selon lui, l'embarcation était aussi surchargée.

**La RDC participe au salon international du tourisme à Madrid.** Le salon international du tourisme s'est ouvert mercredi 19 janvier à Madrid en Espagne. Il se tient en présence d'opérateurs touristiques et de quelques industriels venus de partout. Les stands de différents pays, dont celui de la RDC ont ouvert leurs portes aux participants venus de tous les continents. La RDC est représentée au salon international du tourisme par le ministre du Tourisme, Modero Nsimba et celui de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya.

**Vendredi 21 janvier.**

**L'Unicef condamne l'attaque d'une école et d'un centre de santé à Petsi,** à environ 41 km de Bunia, dans le territoire de Djugu (Ituri). L'Unicef appelle toutes les parties en conflits à placer l'intérêt supérieur de l'enfant au centre de leurs préoccupations et à respecter et protéger les établissements scolaires et les centres de santé. Depuis 2018, selon le communiqué de l'Unicef, au moins 109 écoles et établissements de santé ont été attaqués en Ituri. La même source rappelle qu'en période de tension politique, les milieux scolaires ainsi que tous les

services de base essentiels à la survie, au développement et à la protection de l'enfant, doivent être des sanctuaires inviolables.

**Assassinat de Lumumba : la justice belge veut obtenir les documents secrets de l'enquête parlementaire.**

La justice belge a fait mettre sous scellés au Parlement fédéral 200 cartons de documents issus de la commission d'enquête parlementaire sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre de la RDC, Patrice-Emery Lumumba, auxquels elle souhaite avoir accès. Le parquet fédéral a indiqué, jeudi 21 janvier que ce sont des documents que le Parlement n'a jamais voulu rendre publics. Il s'agit des comptes rendus d'auditions menées à huis clos par les députés belges il y a plus de 20 ans, dans le cadre de cette commission. La plainte de la famille, qui a donné lieu à l'enquête pour "crime de guerre", accuse "diverses administrations de l'Etat belge" d'avoir "participé à un vaste complot en vue de l'élimination politique et physique de Patrice Lumumba". Sans se prononcer sur une éventuelle date de procès en Belgique, le parquet fédéral assure que "l'enquête se poursuit par tous les moyens permettant de mieux comprendre ce qui s'est passé".

**Beni : UNMAS sensibilise les communautés locales sur le danger des bombes artisanales.** Cette sensibilisation a eu lieu, lors d'une séance organisée par le service anti-mines de la Monusco à travers le service de lutte anti-mines des Nations Unies (UNMAS), sur une initiative du maire de Beni. Pour le maire de Beni, il était nécessaire que la communauté soit informée sur la manière de se comporter en cas de la découverte d'un engin explosif. UNMAS projette organiser dans les prochains jours des séances de démonstrations dans la ville de Beni, afin d'apprendre aux communautés comment se comporter en cas de découverte d'objets suspects. Le soir de Noël, 8 personnes ont été tuées et d'autres blessées dans l'explosion d'une bombe artisanale dans un bistrot de Beni.

**Fonds COVID-19 : plus 600 000 USD détournés à l'hôpital ex-Mama Yemo, révèlent l'ODEP et Filimbi.**

Le mouvement Filimbi et l'Observatoire de la dépense publique (ODEP) l'ont révélé, jeudi 20 janvier dans un rapport publié à Kinshasa. Ce document dresse le suivi des fonds publics liés à la gestion de la COVID-19, affecté à l'hôpital général ex-Mama Yemo par le gouvernement congolais. Pour Filimbi : « Au regard des éléments à notre possession, notamment le rapport financier établi par les responsables de Mama Yemo, sur l'ensemble des fonds que cet hôpital a perçus, soit, plus de 600 000 USD, le rapport envoyé au ministère de la Santé ne retrace qu'un peu moins de 90 000 USD. Pourquoi Mama Yemo n'arrive pas à justifier les fonds à hauteur de 600 000 USD » ?

**Nord-Kivu : la sécuritaire rétablie dans certaines zones grâce à la présence des Casques bleus de la MONUSCO.** Dans la localité de Mukingo, village Gasiza, groupement de Djomba, dans la chefferie de Bwisha, à Rutshuru, la population civile a retrouvé son sourire. Grâce au déploiement d'une base temporaire de la Monusco à Gigoro, la population a retrouvé sa confiance. Au sud du territoire de Lubero, plus précisément à Miriki et ses environs, dans la chefferie des Batangi, cette zone a connu très récemment des épisodes d'affrontements entre deux factions rebelles, le Front des Patriotes pour la Paix/Armée du Peuple (FPP/AP), de Kabidon et le Nduma pour la Défense du Congo, (NDC-Rénové) de Guidon, la quiétude se rétablit aussi graduellement, depuis l'arrivée des casques bleus sur place. Les habitants ont repris leurs activités quotidiennes. Quant aux agriculteurs, ils peuvent désormais à leurs champs. La Monusco projette organiser prochainement des missions conjointes de « proximité ».

**Tshopo : la dynamique des jeunes d'Isangi exige la démission de l'administrateur du territoire.** Ils accusent l'autorité territoriale d'être « auteur du désordre dans différentes entités de cette juridiction, comme dans le secteur de Yawembe et à Ilambi et qu'il entretient ce désordre pour en tirer des profits ». Le 20 janvier, ces jeunes ont battu le pavé, pour pousser l'autorité administrative à la démission, mais, la police a dispersé la marche et certains jeunes ont été interpellés, notamment une journaliste locale.

**Aucune seconde de glissement ne sera tolérée en 2023, prévient Nouvel Elan.** « Aujourd'hui avec la Ceni [Commission électorale nationale indépendante], les moyens financiers, matériels, et les moyens humains ne sont pas encore réunis. Les agents de la composante de cette Ceni font l'objet de division de la classe politique. Vous avez lu le communiqué de la coalition Lamuka, signé par l'ancien premier ministre, Adolphe Muzito, il y a péril en la demeure en ce qui concerne la composante de la Ceni. On doit entamer la loi sur la répartition des sièges, jusque-là rien n'est fait, [on n'a pas encore promulgué la loi] et cela ne nous rassure pas qu'on puisse aller aux élections qui seront légitimes », estime le coordonnateur du parti Nouvel Elan. Il plaide pour un consensus plus large « le plus tôt possible » pour que la RDC réussisse les élections de 2023.

**Ituri : retour progressif des populations du territoire d'Irumu à la suite d'une accalmie dans la région.** Des mouvements de retour des populations s'observent depuis le début du mois, dans la chefferie de Basili et

Boga territoire d'Irumu, province de l'Ituri. Ce retour est consécutif à l'accalmie observée dans ces localités. Mais ces retournés sont dépourvus de moyens de subsistance, ayant tout perdu lors de leur déplacement, l'année dernière. Dans le territoire de Djugu, les autorités provinciales encouragent le retour volontaire des populations déplacées de Bambu. Des dispositions sont mises en place pour faciliter le retour des déplacés qui le souhaitent.

« **Méto-Kin** », une nouvelle entreprise de transport pour gérer le chemin de fer à Kinshasa. L'Hôtel de ville Kinshasa a lancé le 19 janvier une nouvelle entreprise de transport « Méto-Kin ». Son objectif est de réhabiliter, moderniser et gérer le chemin de fer dans la capitale sur une longueur de 300 kms. Le premier axe concerné par ce projet est celui compris entre la gare centrale et l'aéroport international de Ndjili. Pour le gouverneur Gentiny Ngobila, c'est un grand pas dans l'épineux problème de déplacement dans la capitale.

**Nord-Kivu : des éléphants du PNVI dévastent les champs à Ruwenzori.** Les cultivateurs des villages Kanyatsi, Mighende et Rugetsi dans le secteur de Ruwenzori ont été anéantis par la destruction de leurs champs la semaine en cours. L'Organisation pour l'encadrement des agriculteurs et de défense de droits de l'homme (OADH) qui alerte sur cette situation indique que, c'est la onzième dévastation des champs de la population par ces éléphants en dix mois. Elle estime qu'il est temps que les responsables de l'Institut Congolais pour la conservation de la nature (ICCN), prennent des mesures idoines afin de protéger ces animaux ainsi que les champs de la population.

**Sud-Kivu : le prix du billet d'avion entre Bukavu et Shabunda fixé à 102 USD.** Le gouverneur de province applique les dispositions de l'arrêté du ministre de l'Economie du 7 août 2021, fixant les tarifs aériens sur le réseau domestique en RDC. Certaines agences de transport aérien justifient la hausse de prix par la rareté des aéronefs. Shabunda, situé à 350 kms de Bukavu n'est relié au chef-lieu de la province par aucune voie routière.

**Beni : le maire interdit les journées villes mortes et manifestations projetées par des mouvements citoyens.** Le maire de la ville de Beni, évoque les dispositions contenues dans l'ordonnance portant mesure d'application de l'état de siège. Il fait savoir aux organisateurs de ces manifestations que leur démarche est de nature à violer les dispositions de l'ordonnance portant mesure d'application de l'état de siège, instauré au Nord-Kivu et en Ituri.

Cette correspondance du maire de Beni répond à une lettre d'information des groupes de pression et mouvements citoyens de Beni notamment la Lucha, Cri du peuple et la Véranda Mutsanga. Ces derniers déplorent les résultats de l'état de siège et des opérations militaires en cours dans la région. Selon eux, ces résultats sont faibles. Ces organisations disent regretter de voir qu'au lieu d'apporter la paix, l'état de siège expose plutôt les civils aux tueries, à l'escroquerie, aux arrestations arbitraires, au banditisme et à la criminalité urbaine.

**La Chine va accompagner la RDC dans la mise en oeuvre du projet de développement à la base des 145 territoires.** C'est ce qui ressort de l'audience que le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde a accordée à l'ambassadeur chinois en poste en RDC Zhu Jing, ce 21 janvier. Les deux personnalités ont échangé autour des recommandations de la 8e conférence ministérielle du forum de coopération sino-congolaise organisée en décembre 2021 et l'accompagnement de la Chine dans le programme de développement à la base des 145 territoires de la RDC, indique une dépêche de la Primature. A en croire le diplomate chinois, lors de ces assises, le gouvernement chinois avait annoncé neuf programmes pour promouvoir la coopération entre les gouvernements chinois et congolais. Il s'agissait d'élaborer la liste de projets dans quelques secteurs notamment : la santé publique et l'agriculture, ainsi que la promotion des investissements et du commerce.

**Le Canada et la RDC pour le renforcement de la diplomatie parlementaire,** après 60 ans de coopération bilatérale entre les deux pays. Le Canada promet d'accompagner le gouvernement congolais notamment dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique et dans le partage d'expériences dans le secteur de l'enseignement supérieur et universitaire. C'est ainsi que le président du Sénat et l'ambassadeur du Canada en RDC ont évoqué la possibilité des recherches et échanges scientifiques entre les universités de deux pays.

**Paix, sécurité et lutte contre le terrorisme au cœur des échanges entre Sama Lukonde et Mike Hammer.** «Je suis venu pour discuter avec le Premier ministre sur la manière de continuer à faire avancer nos relations bilatérales, notre partenariat pour faire avancer la paix, la prospérité, et la préservation de l'environnement. Nous avons discuté de la situation sécuritaire dans l'Est du pays, l'effort à consentir dans la lutte contre les terroristes, les ADF, et les groupes armés. Nous avons discuté de la situation économique, comment encourager les investissements américains en RDC. Nous avons aussi parlé de la détermination, de la vision du Président Tshisekedi de faire de la RDC un pays solution dans la lutte contre les changements climatiques. Il a été question

de voir comment les USA peuvent aider la RDC à préserver le bassin du Congo » a dit l'ambassadeur américain en RDC.

### Samedi 22 janvier.

**Ituri : 10 miliciens tués dans une opération d'envergure lancée par la Monusco à Kessali, à 70 km de Bunia.**

Le but de cette opération est de déloger ces miliciens de cette zone où ils commettaient des exactions contre les populations civiles et de permettre l'accès aux humanitaires pour des interventions en faveur des populations dans la zone de Drodro et Roe. « Les combats ont été âpres et se sont soldés par la déroute des assaillants, ce qui était l'objectif recherché par la Monusco. 10 miliciens ont été neutralisés par la Force de la Monusco et beaucoup d'autres blessés. Dans leur fuite, une importante quantité d'armes automatiques et de munitions a été saisie par nos éléments. Durant des combats qui ont duré toute la journée de mardi, un soldat de la Monusco a été blessé par balles », a expliqué le responsable de l'information publique de la Monusco en Ituri.

**Le personnel médical non-médecin appelé à reprendre le service le 24 janvier prochain.** Cet appel fait suite au protocole d'accord signé entre les professionnels de santé non-médecins et le gouvernement, jeudi 20 janvier à Kinshasa. A travers ce protocole d'accord, le gouvernement s'engage à respecter ses engagements, qui reposent sur les principales revendications qui ont conduit à la grève, notamment des promotions en grade, l'augmentation du barème salarial et l'inscription de nouvelles unités sur les listes de paie.

**Nord-Kivu : hausse du prix des cossettes de manioc à Beni.** Un sceau se négocie actuellement entre 8 000 (4 et 12 000 FC (6 USD) selon la qualité. Cette situation est la conséquence non seulement des pluies régulières dans la région, mais aussi de l'insécurité dans les zones d'évacuation de ces produits champêtres indiquent les vendeurs. Une situation qui réduit l'ambiance habituelle sur les étals de cossettes de manioc. Ce qui réduit également les activités des meuniers qui ne dépendent que de la fréquence d'achat de cossettes de manioc.

**Butembo : autorités et population appelées à renforcer leur collaboration pour lutter contre l'insécurité.** C'est la principale recommandation formulée vendredi 21 janvier, à la clôture d'un atelier de formation sur la décentralisation et la bonne gouvernance qui a réuni les autorités et les leaders communautaires. Cette formation de quatre jours était organisée par le gouvernement provincial du Nord-Kivu avec l'appui de la section des affaires civiles de la Monusco. Le Chef de la division provinciale de la décentralisation au Nord-Kivu, le principal orateur, a invité les autorités politico-administratives, militaires et policières ainsi que les leaders communautaires à parler un même langage pour booster le développement de leurs entités respectives. Dans son mot de clôture, le maire intérimaire de la ville de Butembo, indique que cette formation a permis à chaque participant de savoir bien jouer son rôle dans la communauté. Il s'attend à une franche collaboration entre dirigeants et dirigés.

**Hausse du prix de litre de carburant dans la partie Sud.** Le gouvernement a publié samedi 22 janvier la nouvelle structure des prix des produits pétroliers. Dans la zone Sud de la RDC, le litre d'essence à la pompe est passé de 2 100 à 2 495 FC soit une augmentation de 385 FC. Cette situation vient mettre un terme à la pénurie constatée à travers la province et qui a eu de répercussion sur plusieurs de la vie. Le président provincial des pétroliers se félicite de cette avancée dans les négociations avec le gouvernement congolais. C'est depuis ce vendredi qu'une nouvelle structure des prix a été rendue publique.

**Traque contre les groupes armés dans la région de Beni : réunion tripartite Monusco-UPDF-Fardc.** L'échange a tourné autour de la responsabilité de chaque partie engagée dans les opérations de traque contre tous les groupes armés encore actifs dans la région de Beni notamment les ADF. Pour forces de l'UPDF, c'est pour la toute première fois que son armée travaille en partenariat avec la Monusco. Ainsi, son souhait est de ramener rapidement la paix dans cette partie de la RDC. Le coordonnateur des opérations conjointes Fardc-UPDF, a indiqué que cette réunion doit interpeller toute les parties engagées dans ces opérations. Un tableau cartographique a été dressé et confié à chaque partie, pour indiquer sa zone opérationnelle ainsi que ses missions.

### Dimanche 23 janvier.

**Le chanteur Matumona alias général Défao inhumé ce samedi à Kinshasa.** Décédé le 27 décembre 2021 au Cameroun à l'âge de 62 ans, le chanteur congolais François Lulendo Matumona, mieux connu sous le surnom du général Défao a été inhumé ce samedi 22 janvier au cimetière Nécropole entre terre et ciel à Kinshasa.



**Beni : les jeunes plaident pour l'allègement du couvre-feu ramené à 19h**, après l'attentat qui a coûté la vie à 8 personnes le jour de Noël. Parmi eux figurent les artistes musiciens qui travaillent souvent la nuit. Ces derniers affirment qu'ils sont en difficulté, parce qu'ils ne peuvent plus se produire. Ce qui a des conséquences sur leur vie familiale. Ils demandent à la population de dénoncer les personnes suspectes pour mettre fin à l'insécurité. De leur côté, les responsables de la protection civile dans la ville de Beni demandent aux artistes de continuer à programmer leurs activités dans la journée en attendant le rétablissement de la sécurité dans la ville.

**Maniema : l'UDPS réclame les élections des gouverneurs et vice-gouverneurs.** Dans une déclaration le 22 janvier à Kindu, le parti politique Union pour la démocratie et le progrès social indique qu'il s'observe actuellement une crise au sein des institutions provinciales qui freine le développement de cette province. « C'est pourquoi nous le [Felix Tshisekedi] rappelons de concrétiser sa promesse. La province a besoin d'un gouverneur élu qui est l'expression de confiance entre l'organe délibérant et la population » a déclaré, le porte-parole de l'UDPS/Maniema. Il déplore notamment une situation d'insécurité que connaît la province du Maniema et dont les solutions peinent à être trouvées par les autorités actuelles.

**Tanganyika : 40 mille tests rapides de diabète commandés par le gouvernement provincial sont arrivés à Kalemie.** Ces produits proviennent de la firme américaine Propharma, basée dans l'état du Texas aux Etats-Unis. C'est le fruit d'un « contrat de partenariat », conclu en octobre 2021, entre le gouverneur intérimaire, Samba Kayabala Moni et la Firme Propharma. Ils seront mis à la disposition du Ministère provincial de la santé publique qui définira la politique de leur distribution dans les différentes institutions sanitaires de notre province en faveur de tous les patients diabétiques et ceux désirant le diagnostic rapide de leur glycémie.

**Kasai-Central : le HCR poursuit l'enrôlement biométrique des déplacés et retournés.** Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui veut avoir une base des données sur leur nombre a démarré leur enregistrement depuis le 11 janvier. « Notre objectif est d'enrôler 100 mille personnes. Pour Kamuesha normalement, c'est 200 personnes par jour. Nous sommes déjà à plus de 12 mille personnes. Le niveau de vulnérabilité : il y a des handicapés, les femmes enceintes, les veuves, les gens qui n'ont rien. Lors de la guerre de Kamuina Nsapu, ils ont perdu plusieurs biens matériels », a expliqué coordonnateur du HCR au Kasai.

**Ituri : les déplacés de Djaiba remercient la Monusco pour son intervention contre l'incendie de leur camp.** « Nous remercions la Monusco qui nous a permis d'éviter le pire. Surtout qu'il y a un vent fort qui souffle en ce moment. Le feu aurait pu faire beaucoup de dégâts et consumer beaucoup de cases. Grâce à leurs camions-citernes, le feu a été rapidement maîtrisé en minute ». Le camp de Djaiba, situé à 85 km de Bunia, héberge plusieurs milliers de déplacés qui avaient fui les atrocités des groupes armés dans la région de Fataki et ses environs.

**Tshopo : l'administrateur du territoire d'Isangi dénonce « l'instrumentalisation des jeunes », qui exigent sa démission.** Le 20 janvier, des jeunes de la Dynamique des jeunes dans le territoire d'Isangi, ont manifesté pour demander le départ de Joseph Mindenga, qu'ils accusent d'être « auteur du désordre dans différentes entités de cette juridiction ». C'est notamment dans la chefferie Kombe, où l'administrateur du territoire aurait validé un document pour diviser la chefferie et qui est à la base des conflits à Yanonge. Pour lui : « Le vrai problème c'est la promesse du chef de l'Etat concernant son programme d'appui aux 145 territoires de la RDC, le montant de dix millions. C'est ce qui fait tourner la tête de certains politiciens. Donc, ils veulent à tout prix à ce qu'un fils d'Isangi puisse gérer cet argent pour qu'ils viennent s'agglutiner autour de lui pour se retrouver. C'est ça le vrai problème, ils sont de mèche avec certains qui se réclament de la société civile et qui sont hors mandat d'ailleurs ».

**Beni : le service de la Protection civile appelle au respect des mesures sécuritaires.** Parmi ces mesures, le couvre-feu, la vigilance par rapport aux objets non identifiés abandonnés dans certains coins de la ville, a rappelé le coordonnateur de la protection civile, à la clôture de trois journées de sensibilisation de la population organisée par ce service. Il a aussi appelé les forces de l'ordre à ne pas profiter de cette situation pour tracasser populations.

« Nous allons demander que les éléments qui assurent la sécurité, de veiller à ce que, quand c'est 19 heures, ce n'est pas le moment de tracasser, c'est le moment de poser la question tu viens d'où ? Et même s'il faut arrêter quelqu'un, il ne faut pas demander l'argent. Donc, nous devons être disciplinés nous population, pour ne pas tomber dans le piège de l'ennemi et pour ne pas vouloir décourager ceux qui sont là pour nous ramener la sécurité ».

**Sud-Kivu : une organisation d'observation électorale ouvre ses portes à Bukavu.** L'Asbl Activisme pour la supervision des élections en Afrique (ASEA) a lancé officiellement ses activités à Bukavu, au Sud-Kivu, le samedi 22 janvier. Le but de cette organisation est d'accompagner le processus électoral à travers l'observation. Pour un membre de l'ASEA, l'amélioration de la qualité de l'observation des élections doit avoir lieu avant, pendant et après les élections. « Sachant que 2023 est une année électorale, il faut former les compatriotes qui ont la capacité d'observer les élections avant que les élections n'arrivent ». L'ASEA est une organisation comptant en son sein près de 1400 membres formés sur la supervision des élections.

**La RDC présente ses opportunités au salon du tourisme à Madrid.** Les immenses potentialités dont regorge la RDC dans tous les secteurs, dont le tourisme et l'industrie des batteries et des véhicules électriques, ont été présentées en Espagne ce week-end au cours de la soirée du Congo à Madrid. Le ministre du Tourisme et son collègue de l'Industrie en ont profité pour séduire les investisseurs européens et autres qui ont participé activement au salon du tourisme. Au cours de son allocution, le ministre du Tourisme a montré que la RDC était un « pays solution », grâce à ses ressources naturelles et sites touristiques historiques. « C'est l'unique pays d'Afrique, où vous avez les lacs, un grand fleuve, vous avez le volcan en activité, vous avez le grand site qui regorge des éléphants, de gorilles de montagne et de gorilles sauvages ». Le ministre de l'Industrie a, quant à lui, développé le plan directeur d'industrialisation de la RDC, chiffré à plus ou moins 58 milliards de dollars américains et le projet de l'industrie des batteries et des véhicules électriques ; grâce à ses « réserves importantes des minerais stratégiques dont le cobalt et le lithium », qui interviennent dans la fabrication des batteries et véhicules électriques ; tel que démontré par l'étude de Bloomberg rendue publique au cours du DRC-Africa Business Forum tenu du 24 au 25 novembre 2021 à Kinshasa. Selon lui, la RDC est une terre d'opportunités. « Le domaine qui intéresse tout le monde c'est l'agriculture. Nous avons un espace important qui est l'équivalent de l'Espagne et l'Allemagne réunis. Nous avons aussi partagé que la RDC c'est la solution aujourd'hui sur la grande problématique du changement climatique.

**Ituri : 8 aires de santé de Komanda non supervisées à la suite de l'insécurité.** Les aires de santé concernées sont celles d'Ofay, Idohu, Bwanasura, Kasoko, Luna, Ndalia, Samboko et Katabei. Les équipes de la zone de santé n'y accèdent plus depuis plusieurs mois à cause de l'insécurité. Les aires de santé d'Idohu et Bwanasura, par exemple, ne sont plus opérationnelles à cause d'attaques à répétition des rebelles des ADF. La population locale a quitté la zone pour se réfugier dans des entités voisines. Cette situation rend difficile le travail de supervision. Certains enfants par exemple n'arrivent plus à se faire vacciner. Parmi les autres défis, le docteur responsable note aussi la difficulté de ravitailler en médicaments les quelques formations médicales qui fonctionnent encore. Les données liées aux décès au sein de la communauté ne circulent plus, car il n'y a pas moyen d'entrer en contact avec les personnes présentes sur le terrain. La population locale souhaite vivement le retour de la paix dans la région.

**Kasaï-Oriental : rentrée académique à l'UOM, le recteur promet quelques améliorations.** L'année académique 2022 a été officiellement ouverte samedi 22 janvier à l'Université officielle de Mbuji-Mayi (UOM), au Kasaï-Oriental. Les cours qui seront désormais dispensés par les professeurs et non plus par les assistants, comme cela se faisait par le passé. Le souhait du recteur est de voir cette institution se conformer autant que les autres, au nouveau système d'enseignement Licence-Master-Doctorat. Pour la première fois depuis l'existence de l'UOM, quelques prix ont été décernés à des nouveaux et anciens étudiants. Par ailleurs, l'UOM promet d'octroyer des bourses aux assistants et chefs de travaux pour leurs études de troisième cycle.

**Kindu : ENABEL apporte son assistance matérielle à la Fondation Antonia Kindanda.** L'Agence belge de développement (ENABEL) a apporté vendredi 21 janvier à Kindu (Maniema) un appui matériel à la Fondation Antonia Kindanda Kishabongo, qui s'occupe de l'encadrement et la formation des jeunes gens ainsi que les mères célibataires. Il s'agit d'un lot des tissus imperméables et absorbables pour la fabrication des serviettes hygiéniques lavables, des couches pour bébé lavable et des coussinets d'allaitement.

**Viols collectifs à la prison de Kasapa : tous les auteurs n'ont pas été entendus, selon HRW.** Pour Human Rights Watch, sur les 56 femmes détenues dans la prison au moment du soulèvement, 37 femmes et une adolescente avaient témoigné avoir été violées. En ne tenant pour responsables que 10 prisonniers et aucun fonctionnaire de l'État, les autorités judiciaires n'ont que partiellement rendu justice pour ces atrocités. L'ONG indique que, lorsqu'elle a enquêté sur l'émeute dans la prison, elle avait constaté que les femmes détenues étaient abandonnées et sont restées sans protection pendant tous les trois jours du chaos. La majorité des femmes, peut-être même toutes, ont été violées. Pourtant, l'incapacité de l'État à protéger et à assurer la sécurité de toutes les femmes détenues a été complètement ignorée par l'instruction. En outre, les autorités n'ont pas non plus fourni aux victimes des soins médicaux et un soutien psychosocial adéquats et en temps opportun après un viol. Certaines sont tombées enceintes, très probablement à la suite des viols, tandis qu'un certain nombre ont

contracté de graves infections. Les traumatismes physique et psychologique, avec lesquels les survivantes doivent vivre désormais, n'ont pas non plus été pris en compte. Le procès de Kasapa a été une occasion manquée d'enquêter de manière significative sur ce qui s'est passé et de demander des comptes à tous les responsables, qu'il s'agisse des auteurs des viols ou de responsables de l'État. Les survivantes méritent une meilleure justice et de meilleurs soins.

**Mbandaka : 22 prisonniers transférés à la prison d'Angenga.** Vingt-deux condamnés, dont deux militaires et des bandits Kuluna, ont été transférés samedi 22 janvier de la prison de Mbandaka (Équateur) à la prison militaire d'Angenga, dans la province de la Mongala. La population s'est réjouie de cette opération, menée par les autorités provinciales de l'Équateur, estimant que leur transfert dans une prison plus sûre épargnera la ville de Mbandaka de ses fauteurs de troubles et de désolation. Entre-temps, le gouverneur de province a promis la poursuite de la traque d'autres bandits encore actifs afin de restaurer la quiétude pour ses administrés.

**Lundi 24 janvier.**

**24 janvier 2019-24 janvier 2022 : 3 ans depuis que Félix Tshisekedi est devenu le 5e Président de la RDC.**

Dans son discours à cette occasion, le cinquième président de la RDC avait annoncé la libération de tous les prisonniers politiques, le rétablissement de l'autorité de l'État, la lutte contre la corruption et l'impunité ainsi que la pacification territoriale nationale par l'éradication des groupes armés. avait aussi promis de centrer son action sur la lutte contre la pauvreté et à œuvrer pour la consolidation d'un état de droit. Il avait aussi promis de lutter contre l'impunité, la mauvaise gouvernance, de promouvoir le développement du tourisme et l'accessibilité du citoyens à tous les services de l'État. Trois ans après, le Président Félix Tshisekedi a rompu son alliance avec le Front commun pour le Congo (FCC) de l'ancien Président Joseph Kabila, a créé l'Union sacrée de la nation, proclamé l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri pour restaurer l'autorité de l'État et pacifier le pays et a donné plein pouvoir à l'IGF pour contrôler l'utilisation des fonds des contribuables par les différentes institutions. Mais après trois ans, il faut noter que la population attend encore la concrétisation des promesses visant à améliorer ses conditions de vie. D'ailleurs à travers ses différentes interventions au Conseil des ministres, il rappelle au gouvernement de mettre en exergue des actions à impact visible pour améliorer la vie sociale des Congolais.

**Kasaï-Oriental : plaidoyer pour l'appropriation du projet de développement à la base de 145 territoires.**

Pour la réussite de ce grand projet, le président de l'unité des 26 provinces (U26), interpelle la population à bannir tout esprit de division et de séparation, mais, de se consacrer à l'agriculture et à l'élevage, car, le développement du Kasaï-Oriental viendra de ces domaines. « Il faut aller directement vers les problèmes réels qui rongent notre population. Aujourd'hui le Kasaï-Oriental connaît une crise de faim. Il faut intensifier notre agriculture. Il faut mettre en valeur notre culture vivrière. Il faut, pour cela, passer par la construction des routes de desserte agricole »

Il estime que le développement du Kasaï passe par l'unité de ses filles et fils.

**Beni : échauffourées entre les forces de l'ordre et les jeunes qui exigent la fin de l'état de siège.** Dans la partie ouest de Beni, des manifestants, pour la plupart, des membres de groupes de pression, réclament la « fin de l'état de siège qu'ils jugent inefficace ». Ils ont placé dès la nuit, des barricades sur certaines artères, ceci, malgré un important dispositif sécuritaire mis en place depuis le dimanche 23 janvier, dans les endroits chauds de la ville afin de contenir toute tentative de manifestation. Des tirs à balle réelle et à gaz lacrymogènes ont été mis à contribution afin de contenir les manifestants, mais, sans succès. Des manifestants ont riposté par des jets des pierres contre les Fardc et la police. Les organisations de la société civile qui s'opposent depuis dimanche dans la soirée à cette initiative de la jeunesse, appellent à un « dialogue entre les manifestants et les autorités de la ville ». **Manifestations contre l'état de siège : les commerçants ferment leurs portes à Beni.** Pour commerçants, les villes mortes n'apportent rien, seul le dialogue peut être constructif. Ils appellent les autorités à redoubler d'efforts afin que la mutualisation des forces engagées pour ramener la paix dans la région de Beni ne porte ses fruits. Par contre, au marché central de Kilokwa, les activités ont tourné normalement. Mais, les activités scolaires ont été paralysées dans les écoles de la partie Ouest de la ville.

**La RDC perd 6,3 milliards pendant 9 ans, dans les exonérations douanières (Rapport GEC).** Le Groupe d'étude sur le Congo collecte depuis 2018 des données sur les exonérations fiscales, notamment en examinant les pertes enregistrées par la Direction générale des douanes et accises (DGDA). Comme ces exonérations fiscales sont sujettes à des abus, le gouvernement congolais devrait y mettre fin, exception faite à celles qui sont autorisées par une loi spécifique. Pour toutes les autres exonérations, selon la même source, le ministère des Finances devrait rendre publiques les justifications pour chaque entreprise bénéficiaire et devrait effectuer des audits pour prévenir les abus. Le secteur minier, considéré comme le moteur de l'économie congolaise, est le plus grand bénéficiaire des exonérations. Les exonérations douanières pour les sociétés minières se sont élevées

à 2,8 milliards de dollars entre 2011 et 2020. L'IGF a conclu, en août 2020, une année après l'investiture de Félix Tshisekedi, que la RDC enregistrait une perte annuelle de 5 milliards de dollars américains à cause des exonérations et compensations fiscales dont certaines sont illégales.

**Insuffisance des magistrats en RDC : à peu près 3000 magistrats pour plus ou moins 80 millions personnes.** La carence des magistrats est préoccupante à travers la RDC. Plusieurs organisations font pression pour que de nouveaux magistrats soient nommés afin de rendre les tribunaux opérationnels. Le dernier recrutement des magistrats remonte à 2009. En ce moment-là, le pays ne comptait que, onze provinces, c'est-à-dire seulement une dizaine des cours d'appels. Avec le passage de onze à vingt-six provinces en 2015, le nombre des cours d'appel a plus que doublé. Cela est venu aggraver la situation sans un nouveau recrutement. En 2017, une enquête de la commission spéciale du conseil supérieur de la magistrature a révélé que, sur les trois mille magistrats, deux-cents étaient des faussaires. **L'intérieur du pays abandonné.** Plusieurs magistrats refusent de travailler à l'intérieur du pays alors qu'ils y sont affectés. Ils sont concentrés dans les grandes agglomérations surtout à Kinshasa où l'on compte plus de trois-cents magistrats, selon le Conseil supérieur de la magistrature.

**Ituri : retour au calme à Katoto-centre après l'incursion d'hommes armés.** Au moment où les habitants s'apprêtaient à aller se coucher, quatre hommes non identifiés en tenue civile se sont présentés devant une boutique pour chercher de la boisson. Ces bandits ont ouvert le feu dans toutes les directions. Ils ont tué cinq personnes et blessé deux autres. Avant de se retirer, ils ont emporté une importante somme d'argent dans une autre boutique.

**Nord-Kivu : 9 cas de Kidnappings enregistrés en une semaine à Masisi.** Selon un au moins neuf personnes ont été kidnappées, rien que la semaine dernière. Le dernier cas de kidnapping remonte au 23 janvier. Quatre hommes ont été amenés dans la brousse par des kidnappeurs. Les auteurs de ces actes sont notamment des combattants des groupes armés qui ont fui les mauvaises conditions dans les centres de cantonnement des combattants. Le député sollicite l'implication des forces de sécurité ainsi que des services de renseignements.

**Lutte contre la criminalité au Nord-Kivu : le gouverneur pour la « mutualisation des stratégies » avec les provinces et pays voisins.** L'objectif de cette démarche est de juguler la « criminalité » croissante imposée par un réseau transfrontalier de bandits présumés qui opèrent dans la région. « Que ce soit ailleurs, nous allons collaborer avec les services de sécurité, que ce soit au Sud-Kivu, au Maniema, en Ituri, même avec nos amis d'à côté au Rwanda et en Ouganda pour qu'ensemble on mette hors d'état de nuire ces bandits-là, ces criminels qui endeuillent notre population, notre province, qui endeuillent la RDC, pour ainsi donner la paix à notre population qui en a beaucoup besoin », a indiqué le gouverneur de la province du Nord-Kivu. Il appelle la justice à accompagner les forces de sécurité dans la lutte contre la criminalité.

**Beni: l'armée appelle la population à dénoncer tout mouvement des rebelles.** L'armée congolaise demande à la population ainsi qu'à la société civile de Beni et ses environs d'alerter à temps réel sur le mouvement des rebelles afin de lui permettre d'agir en conséquence sur terrain. Ces derniers jours, la société civile ainsi que les organisations des droits de l'homme alertent sur les mouvements des rebelles ADF de l'Est vers l'Ouest du territoire, après la série de bombardements des forces armées conjointes.

**Reprise du travail dans les formations médicales publiques à Tshopo.** Les infirmiers et autres paramédicaux ont répondu favorablement à l'appel de leur syndicat lancé le 22 janvier, à la faveur de la signature du protocole d'accord le 20 janvier entre le gouvernement et le ban syndical. « Vu l'ampleur du travail pendant la grève c'était beaucoup plus les médecins qui faisaient presque tout et ça pesait beaucoup sur les médecins. La reprise des infirmiers constitue donc un soulagement pour les médecins en particulier, et pour les malades, en général ».

**Le nouveau programme de l'enseignement maternel publié ce lundi à Kinshasa.** Pour l'inspecteur générale adjoint chargée de l'Enseignement maternel/ formation, ce programme qui est purement congolais vise à donner une bonne base à partir du cycle maternel, adaptée à la culturelle congolaise. « Un programme d'enseignement a une vie, il est conçu, il évolue, il devient désuet, et il faut l'actualiser. Celui-ci remplace celui qui a été créé en 2008. Donc il n'était que normal et légitime que l'on puisse procéder à sa remise à jour. Donc il est important que l'on puisse investir suffisamment dans l'enseignement de la petite enfance. La science a démontré aujourd'hui que tout se joue, avant six ans. Et c'est donc l'âge préscolaire, et c'est soit la maternelle, soit la classe pré-primaire. Le ministre l'a compris, il a mis du paquet, il a investi pour que nous ayons aujourd'hui un programme de la maternelle qui soit adapté ». Par ailleurs, l'Inspecteur générale adjoint chargée de l'Enseignement maternel/ Formation, a annoncé que les formateurs nationaux descendront dans les provinces, pour sensibiliser, vulgariser ce programme et former les instituteurs et institutrices de la maternelle.



**Affaires étrangères : les conditions des agents se sont beaucoup améliorées (Christophe Lutundula).** Selon le ministre de tutelle, il y a aussi la revitalisation de la diplomatie congolaise sous l'impulsion du Président de la République. « Depuis que le gouvernement Sama Lukonde est là, il n'y a plus de retard de paiement des salaires des diplomates. Il n'y a plus de retard de versement des frais de fonctionnement. Nous sommes dans la gestion des arriérés des chiffres que j'ai trouvés. J'ai trouvé ici 600 jeunes gens qui ont obtenu des vrai-faux numéros matricules. C'est ça la réalité. Ils n'ont pas d'affectation et j'ai signé tous les documents pour qu'ils soient repris sur la liste de paie et tous les documents sont au ministère de la Fonction publique ».

**La pêche a repris sur le lac Edouard après une semaine d'interruption,** à la suite des menaces des gardes du parc de Virunga qui voudraient imposer la plaque de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) sur leurs pirogues. Le président de la société civile locale affirme que l'ICCN réclame la gestion de cette entité lacustre qu'il considère comme faisant partie du parc. Le communicateur de l'ICCN, lui souligne que ladite plaque est gratuite et que les pêcheurs doivent se conformer à la réglementation de la pêche sur le lac Edouard.

**Sud-Kivu : coup d'envoi à Bukavu de la 2e campagne de vaccination contre le Coronavirus.** Selon les autorités sanitaires, l'objectif affiché est d'avoir 80 % de la population du Sud-Kivu vaccinée d'ici 2023. Ce lancement a lieu en grande pompe à l'hôpital militaire de Bukavu. Le choix de ce centre hospitalier est assez représentatif de l'ambition affichée : inciter toutes les couches de la population, civiles et militaires à se faire vacciner, avec 4 sortes de vaccins : Pfizer, Johnson & Johnson, Sinovac et Moderna qui sont désormais disponibles.

**Mardi 25 janvier.**

**Infirmiers et administratifs du secteur public reprennent le service après plus de 5 mois de grève.** Après plus de cinq mois de grève, les infirmiers et les administratifs dans le secteur de santé ont repris du service lundi 24 janvier dans la ville de Lubumbashi, dans le Haut-Katanga, comme dans d'autres provinces. Pour Lubumbashi, l'annonce a été faite par le coordonnateur provincial du banc syndical dans le secteur de la santé. Selon lui : « Nous suspendons la grève tout en observant la bonne volonté du gouvernement pour les accords qui ont été signés. S'il parvient à se comporter de mauvaise foi, nous allons reprendre et ça sera catastrophique. Nous fermerons les hôpitaux, nous allons fermer les morgues, nous allons fermer le grand labo et tout ». La grève levée à Butembo.

**Le territoire, plaque tournante de la réussite du projet de développement à la base.** Le projet de développement à la base de 145 territoires, lancé le 9 octobre 2021 à Kenge, chef-lieu de la province de Kwango, vise à doter les 145 territoires de la RDC, de certaines infrastructures nécessaires pour le développement des territoires. La loi organique N°10/011 du 18 mai 2010 portant fixation des subdivisions territoriales à l'intérieur des provinces et définit le territoire comme une « entité territoriale déconcentrée dépourvue de la personnalité juridique ». Le territoire est une « circonscription administrative déconcentrée », ou l'autorité administrative représente l'Etat congolais. Le territoire est dépourvu de la personnalité juridique. Selon la loi organique, cette entité est dirigée par un administrateur de territoire, assisté par deux administrateurs de territoire assistants, tous nommés et relevés de leurs fonctions par le Président de la République sur proposition du ministre ayant les affaires intérieures dans ses attributions. Ils sont affectés par arrêté du ministre de tutelle sur proposition du gouverneur de province qui le gère au quotidien. **Les attributions d'un administrateur du territoire.** Dans ses attributions, l'administrateur de territoire doit veiller à « l'exécution des lois et règlements provinciaux, ainsi que le maintien de l'ordre public ». Il veille aussi sur la « politique du gouvernement en matière des finances et de budget, ainsi qu'à la planification et aux projets ». Les soins de santé primaire, l'éducation, l'agriculture, la promotion et de la protection de l'environnement, l'entretien des réseaux routiers d'intérêt national et local, l'exécution des programmes économiques et sociaux de l'Etat sont aussi dans ses prérogatives. Mais, depuis près de 3 ans, certains administrateurs de territoire et leurs assistants sont privés de salaire, ainsi que des frais de fonctionnement, d'après plusieurs sources.

**Ouverture ce mardi à Kinshasa des états généraux de la communication et médias.** 150 acteurs du secteur venus de différentes provinces et de la diaspora vont se réunir du 25 au 28 janvier 2022 au Centre Nganda à Kinshasa. Le secteur de la communication et des médias en RDC est en crise et nécessite une analyse holistique pour y apporter des réponses adéquates, a déclaré le président de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC).

Le président de l'UNPC rassure que les délégués doivent apporter des réponses adéquates aux problèmes qui se posent. Notamment, l'assainissement du secteur de la presse, le secteur de la publicité, le cadre légal qui doit être aussi revisité et précise que la question de la redevance sera également parmi les sujets qui seront débattus.



**Professeur Mangemosi :** « L'adhésion de la RDC à des organisations devrait apporter des dividendes ». « Quand nous parlons de la RDC, candidate à l'adhésion dans un certain nombre d'organisations, nous en avons combien jusqu'aujourd'hui-là, et quels sont les dividendes que nous, nous avons tirés ? Posons-nous la question. Quel est cet Etat qui est au centre de l'Afrique ? C'est la RDC. Pourquoi, sommes-nous toujours tentés à nous allier à des organisations qui nous attirent vers les périphéries ? Pourquoi pas, les Congolais eux-mêmes créeraient une organisation purement centrale pour ramener les périphéries vers le centre ? Je ne suis pas contre notre adhésion à un certain nombre d'organisations. Et d'ailleurs le monde est devenu un village planétaire, un monde globalisé, multilatéralisé. Mais, quand est-ce que, nous-mêmes, nous allons créer un cadre pouvant réunir les Etats de l'Afrique ? » s'est interrogé le professeur Augustin Mangemosi, chercheur à l'Institut panafricain des relations internationales et stratégiques (IPRIS) et à l'Institut de géopolitique de l'Afrique médiane (IGAM).

**Beni : dix morts lors d'une nouvelle incursion des ADF à Luna-Samboko, la nuit du 23 au 24 janvier.** Quatre cases ont été incendiées par ces assaillants. Selon la société civile de Samboko, ces rebelles sont venus de la partie Est du territoire de Beni. Ce bilan pourrait s'alourdir car plusieurs habitants manquent à l'appel.

**Beni : reprise des activités sur fond des tensions.** Le quartier commercial de Matonge qui était désert le lundi, est de nouveau animé comme à l'accoutumée. La situation est identique au petit et grand marché central de Kilokwa où toutes les activités tournent normalement. Par ailleurs, dans les quartiers Kangayembi et Bas-Congo, certaines barricades sont encore visibles et les forces de l'ordre maintiennent leur dispositif sécuritaire pour empêcher d'autres manifestations. La police parle de trente-quatre personnes interpellées lors de cette manifestation dont vingt-quatre sont déjà libérées tandis que dix sont encore entre ses mains.

**Bukavu : manifestation des habitants de Nguba pour exiger le rétablissement de la desserte en eau potable.** Ils ont affirmé ce 25 janvier avoir passé plus de trois mois sans eau au robinet. L'initiateur de cette marche, alerte sur les maladies d'origine hydrique qui peuvent arriver à cause du manque d'eau potable. Il invite la Regideso à communiquer lorsqu'il y a des pannes. Le directeur provincial de la Regideso Sud-Kivu reconnaît cette situation mais promet de rétablir de l'eau dans cette partie de la ville de Bukavu dès ce mercredi 26 janvier 2022.

**Félix Tshisekedi promet son implication pour l'accès à l'information et la dépenalisation des délits de presse.** Le gouvernement décide, selon le chef de l'Etat, un moratoire sur la dépenalisation des délits de la presse. M. Tshisekedi a aussi affirmé dans son discours qu'il veut avoir des médias puissants pour accompagner le gouvernement dans le développement du pays. Il sollicite aussi l'accompagnement de la presse dans la lutte contre les antivaleurs notamment la corruption, le tribalisme, le népotisme, le trafic d'influence. Il recommande aussi aux médias de lutter contre les fake news qui constituent une menace pour notre société.

**Alignement du cuivre sur la liste des substances stratégiques en RDC : une erreur stratégique, selon Professeur Kitoko.** « Il faut se rappeler que, lorsqu'on avait déclaré le Cobalt stratégique, les miniers avaient refusé, presque de suivre cette décision. On est passé d'un taux de 2.5 pour les redevances minières à un taux de 10%. Donc, la plupart des sociétés avaient réagi et fermé presque leurs sociétés », a noté l'ancien ministre des Mines. Il justifie sa crainte : « Aujourd'hui, si on veut que le cuivre soit une puissance stratégique, il faudrait payer trois fois plus que ce qu'on paye aujourd'hui, comme redevance minière. Ce qui ne sera pas acceptable pour plusieurs sociétés », a conclu le professeur Willy Kitoko.

**Nord-Kivu : tentative d'incursion de présumés combattants de M23 à Kanombe.** Des sources militaires locales indiquent qu'un groupe de présumés rebelles du M23 a tenté une nouvelle incursion dans le territoire. Mais, ils ont été repoussés par l'armée. Le calme est revenu dans cette région, affirment les mêmes sources.

**Mbuji-Mayi : plus de 30 personnes vivant avec handicaps reçoivent des prothèses,** don de la fondation Harish Jactani. Le coordonnateur provincial de l'ONG « Lèves toi et marches », rassure que la campagne se poursuit. Il invite les personnes vivant avec handicaps qui n'ont pas été enregistrées à le faire pour bénéficier également des prothèses : « D'ici le mois d'avril, on attendra une centaine de ces bénéficiaires ».

**Haut-Katanga : le maire de Lubumbashi suspendu.** Le ministre de l'Intérieur reproche au maire d'avoir donné des ordres confus aux forces de l'ordre lors de la manifestation organisée par certains partis politiques membres du FCC pour réclamer la libération du Pasteur Ngoy Mulunda. Cette marche avait été réprimée et plusieurs manifestants étaient blessés parmi lesquels les députés nationaux. S'il y a certaines personnes qui saluent cette mesure, d'autres ne comprennent pas qu'on en arrive à la suspension du maire car ce n'est pas lui qui a donné l'ordre aux policiers d'user de la force disproportionnée pour disperser les manifestants.

**Beni: plaidoyer pour la libération des jeunes interpellés lors des manifestations contre l'état de siège.** Le conseil urbain de sécurité a promis d'analyser les arrestations au cas par cas pour que ceux qui peuvent être libérés recouvrent leur liberté, et ceux qui pourront être emprisonnés le soient selon la loi. **Le parlement des jeunes condamne la mort du militant de la Lucha.** Pour les participants à la manifestation, une audience en flagrance devrait être organisée, afin que le meurtrier du membre du mouvement citoyen Lutte pour le changement tué soit puni conformément à la loi.

**Le général Amuli fustige l'enrôlement de certains jeunes sans formation au sein de la Police.** Le commissionnaire divisionnaire principal de la Police, fustige la mauvaise pratique d'officiers qui introduisent des jeunes sans formation au sein de la Police et leurs donnent les armes. Il a dit avoir dressé un tableau sombre du travail de certains éléments, qui ont dans leur attribution la règlementation de la circulation routière. Ce sont « ces faux policiers » qui sont à la base de beaucoup d'abus au sein de la PNC, a ajouté le général Amuli.

**Kasaï-Oriental : Célestin Kanyama appelle « les jeunes bien éduqués » à intégrer la Police.** « Nous demandons à la population de continuer à faire confiance à la Police, mais en envoyant les meilleurs de leurs enfants pour qu'ils soient formés et qu'ils participent à la sécurité de notre pays. C'est très important. Mais il ne faut pas nous amener les voyous, les fumeurs du chanvre, c'est ceux-là que vous voyez en train de danser en cours de route avec une arme en mains » a indiqué le Directeur général des écoles et formation au sein de la Police.

**7 morts dans un accident de circulation à Songololo.** Les causes de ce drame seraient le mauvais dépassement et l'excès de vitesse dans un virage. Les 7 corps sont tous gardés à la morgue de l'hôpital IME de Kimpese.

**Haut-Uele : les enseignants de Dungu en grève pour non-paiement de 2 mois salaires.** Cette décision a été prise vendredi 21 janvier au cours d'une assemblée générale. L'abbé Directeur de la Caritas Dungu, qui paie ces enseignants dit que c'est leur droit légitime de réclamer leurs salaires. Le retard enregistré dans les opérations de paie, a-t-il indiqué, est consécutif au manque de liquidités à la Banque Centrale du Congo (BCC) à Isiro.

**Beni : décès d'un bébé de l'orphelinat « Tukinge Yatima » faute d'une prise en charge médicale.** La responsable de cet orphelinat, a indiqué que ces orphelins souffrent pour la plupart de malnutrition, faute de moyens suffisants. L'orphelinat « Tukinge Yatima », fait face à d'énormes difficultés pour la prise en charge de ses 300 pensionnaires, victimes collatérales des atrocités de l'ADF. Le responsable en appelle au soutien et à l'assistance des personnes de bonne volonté et des humanitaires pour faire face à la situation.

**Mercredi 26 janvier.**

**Sud-Kivu : pas de test COVID-19 depuis deux jours à la suite de l'arrêt de travail à l'INRB/Bukavu.** Ils dénoncent la réhabilitation, par le gouverneur intérimaire, de l'ancien chef de Division provinciale de la Santé (DPS), suspendu pour des faits de détournement des fonds. L'arrêt de travail de ces agents pénalise surtout les voyageurs en partance pour Bukavu, parce que les tests PCR de la COVID-19 ne sont plus organisés. « Le Dr Pépin [chef de division provinciale de la Santé] avait été suspendu depuis le 24 mai 2019 par le ministre provincial de la Santé. Le secrétaire général au ministère de la Santé avait demandé au gouverneur de province de replacer immédiatement le Dr Pépin dans ses fonctions. Le gouverneur avait levé la suspension, depuis le 21 janvier 2020. Maintenant, il va le remettre entre les mains du ministre de la Santé. »

**Panique à Butembo après découverte d'une bombe abandonnée.** La bombe a été ramassée dans une zone où sont implantées trois écoles, notamment l'Institut Malkia wa Mbingu, l'Institut Abrar Yusuf et le complexe scolaire de l'Assomption. C'est ce qui explique l'inquiétude des parents. Mais, le commandant urbain intérimaire de la police de Butembo, assure que cette bombe ne constituait pas un danger.

**L'ANSER organise une table ronde pour l'électrification des milieux ruraux et périurbains.** Une table ronde axée sur la signature des accords de financement et de protocoles de collaboration en lien avec les priorités de la RDC dans le secteur de l'électricité s'est ouverte mardi 25 janvier à Kinshasa. Elle réunit en tête l'Agence nationale de l'électrification et des services énergétiques (ANSER) et divers partenaires techniques du secteur d'électricité et financiers. D'après le directeur général d'Anser, 70 millions de dollars sont déjà disponibles pour l'électrification à travers 64 projets au bénéfice de deux millions de personnes.

**RDC : 169<sup>ème</sup> parmi les pays les plus corrompus (Transparency).** « La RDC a obtenu 19 points sur 100 et cela signifie que la RDC est parmi les 20 pays les plus corrompus et ce qui donne une image négative au pays »,

estime pour sa part le président de la ligue congolaise de lutte contre la corruption (LICOCO). « Ce classement a des conséquences sur la démocratie, sur le respect des droits de l'homme, sur le climat des affaires ou les investissements étrangers en RDC. Aujourd'hui, nous constatons que le Président de la République se bat pour endiguer la corruption. Mais nous constatons qu'il est seul, face à une classe politique corrompue ».

**Kinshasa : 42 agents temporaires de la RVA dénoncent leur remplacement.** Ils ont déclaré avoir subi une injustice de la part de l'entreprise, qui les a remplacés par 101 autres personnes. Les manifestants indiquent cependant que le motif de leur mise à l'écart était la crise financière que l'entreprise serait en train de traverser. Cette entreprise devrait plutôt privilégier les agents qui ont passé plusieurs années, a-t-elle estimé.

**Mbuji-Mayi : le CICR forme des policiers sur les premiers secours basiques.** Vingt policiers de l'école de Tshipuka à 18 km de Mbuji-Mayi dans le Kasai-Oriental, ont débuté le 24 janvier leur formation sur les lignes directrices de premiers secours basiques. Cette formation, organisée pour une durée de cinq jours par le Comité international de la Croix Rouge, a été lancée par le directeur général des Ecoles et Formation à la police nationale congolaise. Il souligne le double objectif poursuivi à travers cette session : outiller les formateurs en méthodes et techniques des premiers secours et harmoniser le niveau de professionnalisme.

**Nord-Kivu : psychose à Rugari après combats entre l'armée et des présumés rebelles du M23.** Toutes les activités sont paralysées dans cette cité du Nord-Kivu. Cette situation fait suite aux opérations d'offensives enclenchées par les FARDC, dans cette localité située à environ 35 km de Goma, contre les présumés rebelles du M23 qui ont attaqué depuis deux jours, les positions de l'armée, à Nyesisi et Ngugo, à 13 km de Rugari. L'attaque aurait fait des blessés et des morts dans les rangs de l'armée et aurait causé un déplacement massif des populations d'au moins sept villages des deux groupements riverains du Parc national des Virunga.

**Uvira : plus de 200 réfugiés burundais rapatriés par le HCR.** Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, en collaboration avec la Commission nationale pour les réfugiés, a convoyé les camions transportant ces réfugiés jusqu'à la frontière congolaise de Kavimvira ; avant de les remettre à la Direction générale du rapatriement, réinsertion et réinstallation du Burundi. Plus d'une dizaine de véhicules transportant ces réfugiés burundais ont traversé la frontière de Gatumba. Aussitôt accueilli par les autorités burundaises, ces rapatriés volontaires vont transiter au centre de Gihanga, à 7 kms de la frontière. Sur place, ils passeront 48 heures pour les formalités d'usage et la remise des paquets retour avant leur réinsertion sociale. Selon l'officier de protection du HCR à Baraka, quinze mille réfugiés burundais candidats au retour volontaires ont été enregistrés.

**Lualaba : début de l'identification des enfants travaillant dans les mines de cobalt.** Pour le gouverneur intérimaire du Lualaba, la présence des enfants dans les carrières minières du cobalt notamment est une réalité dans le Lualaba. « La province du Lualaba, qui est connue comme la capitale mondiale du Cobalt, est touchée au plus haut point par la problématique du travail des enfants dans les sites miniers artisanaux et autres. L'éradication de ce fléau est inscrite dans le programme d'action de mon gouvernement. » Pour les organisateurs, il sera question d'élaborer la liste des enfants et de leurs parents ainsi que celle des jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt, leur situation sociale ainsi que leur identification complète, sur base d'un logiciel conçu à cet effet. Les coopératives agricoles existantes sont aussi concernées, car c'est sur elles que devraient s'appuyer la reconversion socio-professionnelle en agrobusiness de ces jeunes travaillant dans les mines ; sans oublier les entreprises locales œuvrant dans la fourniture des matériaux de construction.

**Le Gouvernement majore les prix du carburant dans la zone Ouest.** Ainsi, selon ce communiqué officiel, le litre d'essence va désormais coûter 2095 contre 1995 FC ; le litre du gasoil revient à 2085 FC et 1700 FC pour le litre du pétrole. Cette actualisation des prix, selon la décision du ministre de l'Économie nationale, fait suite à l'évolution considérable des paramètres de la structure des prix de ces produits. Il s'agit notamment du taux de change, du prix moyen frontière et du volume mis en consommation.

**Ituri : les habitants de Komanda redoutent la présence des présumés ADF dans leurs champs.** Environ treize mille familles des déplacés qui sont retournées à Komanda, dans la province de l'Ituri, éprouvent des difficultés pour accéder dans leurs champs pour la récolte. Cette situation est consécutive à la présence d'hommes en armes, présumés rebelles des ADF. Il y a une semaine, trois personnes d'une même famille sont tombées entre les mains de ces rebelles alors qu'elles se rendaient aux champs. On craint que cette situation ne soit à la base d'une crise alimentaire dans la région. On demande aux autorités le déploiement des troupes FARDC dans cette zone.

**Beni : nouvelle manifestation contre l'état de siège,** depuis la matinée de ce 26 janvier dans certains coins de la commune de Mulekera dans la ville de Beni. Sur place, il y a eu des échauffourées entre des jeunes et les

forces de l'ordre. La moto d'un policier a été incendiée, alors que des coups de feu ont été entendus dans le quartier pendant quelques heures. Conséquences : Toutes les activités socio-économiques sont paralysées dans cette partie de la ville. Certains élèves, qui tentaient de se rendre à l'école ce matin, se sont vu enlever leurs uniformes par les manifestants. La police n'a pas jusque-là fait le bilan de ces manifestations sporadiques. **Beni: le bureau du conseil urbain de la jeunesse incendié.** Le président du conseil urbain de la jeunesse de Béni, dit sa désolation :

« Nous sommes profondément touchés par cet incendie criminel du bureau de la jeunesse de la commune de Bungulu. Toutes les mutualités, associations, tous les groupes et mouvements de la jeunesse de la commune de Bungulu se réunissaient dans cette salle. Cette salle servait à l'encadrement de la jeunesse ». Il plaide pour que des enquêtes soient diligentées en vue de punir les auteurs de ce crime. Ce bureau avait été construit et équipé au dernier trimestre de l'année dernière par l'organisation non gouvernementale DRC.

**La grève des professeurs rallongée de 21 jours.** Réunis au sein du Réseau des professeurs d'universités et instituts supérieurs du Congo, les professeurs exigent du gouvernement de la République, la réalisation « sans délai » de la totalité de son cahier de charges déposé auprès des instances compétentes de la République. Les professeurs sont en grève depuis le 5 janvier 2022, date de la rentrée de la nouvelle année académique. Ils réclament l'amélioration des conditions salariales. Ils accusent le gouvernement de manque de considération et d'avoir fait de son communiqué une lettre morte. Toutefois, le RAPUCO dit rester ouvert à toutes les négociations.

**Sud-Kivu : les grévistes scellent les bureaux du comité de gestion de l'ISDR.** Les membres du comité de gestion de l'Institut supérieur de développement rural/Bukavu au Sud-Kivu, n'ont pas eu accès, ce 26 janvier, à leurs bureaux. Ces installations ont été scellées par les agents administratifs qui réclament le paiement de quatre mois de prime. Le Directeur général de l'ISDR/Bukavu reconnaît que ses administrés accusent quatre mois d'arriérés de prime : « Et nous avons déjà commencé à payer. Ce retard-là est dû à la situation du taux de 920 FC pour 1USD. Et si les gens ne veulent pas comprendre cela, c'est qu'ils sont manipulés. Je demande que notre ministre de tutelle, envoie une commission pour faire des enquêtes afin que les responsabilités soient établies ».

**Une centaine de jeunes de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Rwanda et de la RDC échangent sur la paix à Goma,** avec l'appui de la Fondation Konrad-Adenauer et Pole Institute. Appelés « Jeunes acteurs de paix et de stabilité », ils doivent, après cinq jours d'atelier, parvenir à tisser des connexions durables entre eux, partager de bonnes pratiques et dialoguer sur les questions liées au développement dans la sous-région des Grands Lacs. «Mais, beaucoup plus leur donner des opportunités de se rencontrer, d'échanger mais aussi d'appuyer leurs rencontres de dialogue ou d'échanges avec les autorités au niveau de la région des Grands lacs ».

**Le CALCC appelle Félix Tshisekedi à amnistier Ngoy Mulunda.** L'ancien président de la Commission électorale nationale indépendante, Daniel Ngoy Mulunda, a été arrêté le lundi 18 janvier 2021 dans sa résidence à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut-Katanga, « pour incitation à la haine et propos séparatistes ». Le Conseil de l'apostolat des Laïcs catholiques du Congo a aussi condamné « la barbarie » qui a caractérisé la répression du 18 janvier 2022 contre les Congolais qui ont pacifiquement manifesté à Lubumbashi pour la libération du pasteur Ngoy Mulunda.

**COVID-19 au Kasai-Oriental : 58 nouveaux sites de vaccination opérationnels.** « Bientôt, nous allons organiser le mode campagne qui va durer 14 jours, et le lancement est prévu le 31 de ce mois, donc le lundi prochain. On s'attend à vacciner 255 946 personnes », a expliqué le chef de division provinciale de la santé.

**Les experts du CEEC réfléchissent sur l'exploitation et la commercialisation des minerais des terres rares.** Selon le directeur général du Centre d'expertise, d'évaluation et de certification des substances minérales, précieuses et semi-précieuses (CEEC), les terres rares désignent 17 métaux : le scandium, l'yttrium, et les quinze lanthanides. Ces matières minérales aux propriétés exceptionnelles sont utilisées dans la fabrication de produits de haute technologie. Avec le boom du numérique et des nouvelles technologies vertes, aujourd'hui, à l'échelle de l'économie mondiale, les terres rares sont considérées comme des métaux stratégiques. Ces experts se réunissent autour d'un atelier ayant pour thème « les terres rares, entre forte demande et nécessité d'encadrement ». Ils réfléchissent sur la nature, les caractéristiques et les applications d'usage de ces minerais des terres rares.

**Jedi 27 janvier.**

**Félix Tshisekedi appelé à organiser une tripartite Monusco-Fardc-société civile pour examiner la question des ADF.** Pour le Mouvement d'élites pour la démocratie et le vrai changement (MDVC) il est question d'examiner à fonds la question des rebelles ougandais des ADF, pour arriver à couper sa source de financement



et de ravitaillement, et ainsi mettre fin aux massacres continus dans l'Est de la RDC. Il dit souhaiter que le Président de la République confronte ces réalités, et à l'issue de ces confrontations, que des solutions durables soient dégagées.

**Nord-Ubangi : marche de certains partis politiques opposés au retour du gouverneur Izato Nzege.** La coalition politique dénommée « Délivrons le Nord-Ubangi » demande au Chef de l'État de prendre acte de la démission volontaire du gouverneur de province. Le gouverneur est coupable de mauvaise gouvernance, de gabegie financière, de corruption, confiscation de tous les fonds et patrimoines de la province à son profit.

**Kinshasa : le soldat Franck Nkodia de la Garde républicaine condamné à perpétuité pour meurtre,** du chauffeur de Kisolokele, chef spirituel de l'Eglise Kimbanguiste. Le samedi 22 janvier autour de 23 h, le soldat sorti sur le boulevard à la recherche d'une prostituée, ou pour acheter des cigarettes, a tiré à bout portant sur sa victime à la suite d'une dispute, aux alentours du Palais de la Nation. Le chauffeur a reçu une balle en plein cœur.

**Nord-Kivu : le chef coutumier de Rugari invite les Fardc à collaborer avec la population pour réussir leurs opérations.** Mwami Eric Mashagiro réagissait le 26 janvier à la suite de l'offensive déclenchée par les Fardc à partir de Rugari contre les présumés rebelles du M23 qui ont attaqué le lundi dernier, les positions de Nyesisi et Ngugo, à 13 kms de Rugari. Selon lui, des dizaines de ménages d'au moins sept villages du groupement Kisigari, en territoire de Rutshuru, fuient les attaques et affrontements entre les Fardc et présumés rebelles du M23 dans leurs villages et arrivent à Rugari centre. Les déplacements massifs commencés mardi se sont poursuivis mercredi. **Nord-Kivu : calme revenu à Rugari et Nyesisi,** ce 27 janvier. À Nyesisi, la situation est relativement calme ce jeudi. Pas des tirs entendus depuis le matin, ce qui a permis aux jeunes du milieu, d'extraire, tôt le matin, le corps de l'officier tombé sur le champ d'honneur depuis lundi dernier et qu'ils ont acheminé au camp de Rumangabo pour des dispositions militaires. A Rugari centre, le chef de groupement voisin, témoigne également d'un calme précaire et situation imprévisible. Le trafic routier est normal. Les écoles ont rouvert.

**Butembo : hausse du prix de la pomme de terre sur le marché.** La pomme de terre se fait rare à Butembo depuis le début de la semaine. Le prix d'un sac de pomme de terre est passé de 70.000 à 85.000 FC (45 USD). Butembo qui recevait au moins 100 tonnes de pomme de terre par jour, enregistre aujourd'hui un déficit de 30 tonnes. D'après le chargé de programme au sein du Syndicat de défense des intérêts des paysans (SYDIP), une organisation qui encadre les producteurs de pomme de terre dans le Lubero, cette diminution de production est due aux perturbations climatiques. De fortes pluies avaient été enregistrées lors de la période de semis.

**Attaques des positions Fardc par le M23 : la société civile pour le renfort militaire le long de la frontière RDC-Rwanda.** « Nous observons que nos Fardc jouent seulement à la « défensive » au lieu de faire l'offensive. Donc elles attendent d'être attaquées pour riposter », a déclaré, le président de la Société civile du Nord-Kivu. «Ce n'est pas la première incursion des éléments de M23 voire des RDF (Forces rwandaises de défense). Ils entrent souvent chez-nous comme ils veulent parce que, nos frontières ne sont pas vraiment sécurisées. Raison pour laquelle, nous, on invite le Chef de l'Etat à augmenter les effectifs militaires le long de la frontière entre le Rwanda et la RDC pour que nous puissions nous rassurer que notre intégrité territoriale soit vraiment protégée ».

**Nord-Kivu : les restrictions liées à la crise sanitaire affectent les femmes vivant avec handicap qui font le commerce transfrontalier.** L'achat d'un laissez-passer de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), d'une validité d'un an, se vend à 12 \$ et s'épuise en quelques jours, du fait d'y apposer de nombreux cachets à chaque traversée de frontière. Le test COVID d'au moins 5 dollars tous les 14 jours, sans compter de nombreuses taxes au poste frontalier petite barrière. Conséquences : Sur plus de 300 personnes vivant avec handicap qui exerçaient cette activité, seules environ 50 restent encore actives. Si tous ces défis n'ont pas encore des solutions escomptées, après une rencontre de plaidoyer, le mardi 24 janvier à la mairie de Goma, la coordinatrice de l'ONG WAHDI, se réjouit de premières réponses des autorités locales. L'ONG encadre près de 50 personnes vivant avec handicap et 100 femmes gagne-petit (Personne dont le métier rapporte peu), dont la majorité est affectée par les restrictions dues à la COVID-19 et aussi aux conséquences de l'éruption volcanique.

**ESU : début des négociations entre le gouvernement et les professeurs d'universités publiques en grève.** Ces négociations ont pour objectif de trouver des solutions idoines aux revendications des enseignants et administratifs afin de garantir un déroulement harmonieux de cette année académique historique marquée par la généralisation du système de Licence-Master-Doctorat (LMD). Le vice-Premier ministre, ministre de la Fonction publique, le ministre d'Etat au Budget ainsi que du ministre de l'ESU représentent le gouvernement et ont pu s'enquérir des revendications des professeurs et des autres corps en vue de trouver des solutions idoines.



**Beni : reprise des activités après 3 jours d'échauffourées entre forces de l'ordre et jeunes.** Les activités ont repris normalement ce 27 janvier dans la commune de Mulekera en ville de Beni, au Nord-Kivu, après trois jours de vive tension. Selon des sources locales, les écoles n'ont pas repris.

**L'ONU note une diminution de 12% de cas violations des droits de l'homme en 2021.** Six mille neuf cent quatre-vingt-neuf cas des violations des droits de l'homme ont été documentés entre janvier et décembre 2021, sur toute l'étendue du territoire de la RDC. Ce chiffre représente une moyenne mensuelle de 582 violations, note le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), dans son rapport publié jeudi 27 janvier à Kinshasa. Comparativement à l'année 2020, le BCNUDH note une diminution de près de 12%. Les types de violations les plus rapportés par le BCNUDH au cours de l'année dernière sont, entre autres, les atteintes au droit à la liberté et la sécurité de la personne : 1886 cas ont été rapportés pour ce type de violations et 5933 victimes répertoriées dont 725 femmes et 463 enfants. 60% de violations commises en 2021 l'ont été par les groupes armés dans les provinces en conflits armés où au moins 2024 civils dont 439 femmes ont été victimes d'exécutions sommaires.

**Butembo : 12 militants de la LUCHA libérés.** Après examen du dossier par l'auditorat militaire, aucun fait infractionnel n'a été établi à leurs charges. Ils avaient été arrêtés au bureau de la mairie de Beni le 11 novembre 2021 après avoir manifesté contre la douzième prorogation de l'état de siège sans une évaluation.

**Butembo : le prix d'une course à moto a doublé après la hausse du prix de carburant.** Le prix du litre de carburant a augmenté depuis le 26 janvier à 3 500 FC à la pompe contre 2 500 FC auparavant. Selon le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) Butembo, cette situation s'explique par la hausse du prix du baril à la raffinerie du Kenya où la production a sensiblement baissé. Pour les motos taxi, principal moyen de transport en commun à Butembo, le prix de la course a doublé selon les destinations.

**Butembo : trois personnes mortes asphyxiées à Ngwatsi,** dans leur maison la nuit de mercredi à ce jeudi 27 janvier. Cette nuit-là, cette famille a laissé le feu allumé sur un brasero pour faire bouillir le haricot.

**Nord-Kivu : huit officiers militaires traduits en justice pour un présumé détournement des deniers publics.** Ces militaires sont poursuivis par la justice pour avoir détourné plusieurs milliers de francs congolais destinés à la paie des militaires. Le lieutenant-colonel Kalondji Mutombo, est accusé de coups et blessures volontaires administrés à monsieur Bahati Paluku. Le dernier officier poursuivi par la justice aurait capitulé devant les rebelles présumés du M23 en novembre et de décembre derniers. Sa fuite en tant que commandant du bataillon aurait causé une lourde perte en termes humains et matériels dans le rang de l'armée loyaliste à Runyonyi.

**La RDC agit toujours pour la paix et la stabilité, affirme Félix Tshisekedi.** Le Président de la République a assisté au Palais de la nation, à la cérémonie d'échanges de vœux avec le corps diplomatique accrédité en RDC. Dans son discours, le Chef de l'État a rappelé la vocation universelle de la diplomatie congolaise qu'il a relancée depuis son accession au pouvoir en 2019.

**Vendredi 18 janvier.**

**RDC : 120 millions USD mobilisés pour l'électrification du pays (ANSER).** C'est l'un des résultats de la table ronde tenue à Kinshasa du 25 au 26 janvier 2022 par l'Agence nationale de l'électrification et des services énergétiques en milieu rural et périurbain. Dans le communiqué final de cette table ronde, ANSER indique comme autres résultats obtenus : l'appropriation des plans locaux d'électrification par les différents ministères sectoriels et l'alignement des bailleurs de fonds ainsi que du secteur privé. De cette table ronde est sorti un recueil de plan avec 200 projets d'électrification prioritaires pour une enveloppe évaluée à 300 millions de dollars.

**Nouvel Elan promet de poursuivre son implantation à travers le pays.** Le parti de l'ancien Premier ministre, promet également de participer à la résistance pour des bonnes élections et préparer l'offre politique pour 2023 et a rappelé qu'en 2021, leur combat était de restaurer la sécurité dans l'Est et améliorer le social.

**Les coups d'état ne doivent pas devenir un mode naturel de conquête du pouvoir, alerte Francine Muyumba.** L'ancienne présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse lance ce message à la suite du dernier coup d'état survenu la semaine en cours au Burkina-Faso. Elle précise par ailleurs que les coups d'état sont révélateurs de mauvaise gouvernance de la part des dirigeants africains.

**Maniema : 103 femmes souffrant des maladies gynécologiques soignées gratuitement par Heal Africa à Kasongo.** C'est dans le cadre du projet Rapide aux violences basées sur terrain genre (PRVBG), que cette deuxième clinique mobile de répartition gratuite s'est déroulée en faveur de ces femmes durant vingt jours. Le coordonnateur de la clinique mobile a rassuré que d'autres zones de santé du Maniema bénéficieront également de ce projet :

**Ituri : la population de Gina s'oppose au retrait de la Monusco.** Etablie le 23 octobre 2021, cette base temporaire avait pour principal objectif de sécuriser les travaux de réhabilitation de la portion de route comprise entre Fataki et Gina, longue de 45 km. Les habitants de Gina estiment que ce départ des casques bleus risque de les exposer aux attaques des hommes armés en errance dans cette zone. « De Bunia, Fataki, Bayoo ou d'autres bases militaires dans la région, la Monusco va continuer à intervenir à Gina et dans d'autres localités de Djugu sous la menace des assaillants », conclut le responsable de l'information publique de la MONUSCO en Ituri qui invite les populations au calme et à ne pas céder à la peur.

**Lubero : hausse du prix de transport à moto dans la région de Kamandi.** Le prix de transport à moto a doublé, voire, triplé depuis deux semaines, dans la région de Kamandi, dans la partie sud du territoire de Lubero, au Nord-Kivu. Les agriculteurs qui sont en pleine récolte ne savent plus évacuer leurs produits vers les grands centres de consommation. Le président de la Fédération des entreprises du Congo, Butembo-Lubero, explique que, cette hausse du prix du carburant est causée par la rareté du produit due à la baisse de la production du pétrole dans une raffinerie du Kenya où s'approvisionnent la plupart des pétroliers congolais.

**Sud-Kivu : la route Bukavu-Kamanyola menacée par des érosions, alertent les usagers.** Les usagers déclarent qu'elle est affectée par des érosions, dues aux eaux de ruissellement sur le flanc de la montagne, qui ont déjà emporté une partie de la route. Si cette route venait à se couper, les produits de première nécessité ainsi que les personnes en provenance des frontières de Kamanyola avec le Rwanda, de Kavinvira avec le Burundi, et du port lacustre de Kalundu à Uvira, devront transiter par le Rwanda pour revenir sur Bukavu, d'après les mêmes sources. Elles affirment que cela représenterait un manque à gagner inestimable pour les commerçants et les particuliers.

**Ituri : plus de 164 milliards USD n'ont pas servi à la relance de la SOKIMO (Société civile).** Cette révélation a été faite à travers un rapport intitulé : "Sokimo, la corruption tue", publié ce 28 janvier à Bunia, par le cadre de concertation de la société civile sur les ressources minières dans la province de l'Ituri, en collaboration avec la structure « Le Congo n'est pas à vendre ». Le rapport porte sur l'analyse de la gouvernance et de potentielles pratiques de corruption au sein de la Société minière de Kilomoto. Ce document révèle que la gestion de cette entreprise demeure chaotique depuis plusieurs décennies. Il dénonce notamment l'opacité dans la gestion financière de la Sokimo. Cette situation n'a pas permis à ses usines de Nizi, dans le territoire de Djugu et Moku dans la province du Haut-Uele, d'avoir de meilleurs rendements. La Sokimo a perçu de ses partenaires plus de 164 milliards des dollars, pour la relance de ses usines. De l'argent qui n'aurait servi à rien selon elle. C'est pourquoi la même source demande à la justice de se pencher sur ce dossier pour faire la lumière sur cette importante somme d'argent perçue, mais qui n'a eu aucun impact réel sur la relance des activités ni sur les infrastructures. « **L'or produit en Ituri ne profite pas à la population** », constatent les inspecteurs du ministère des Mines. D'après le chef d'une équipe d'inspecteurs du ministère des Mines qui a achevé le 26 janvier une mission d'inspection de plus d'un mois en Ituri, ce désordre fait perdre suffisamment d'argent au trésor public : « La majorité des opérateurs miniers exercent leurs activités en toute illégalité. Les services de l'Etat ne détiennent pas des statistiques de production, car l'accès aux sites leur est interdit par ces exploitants parmi lesquels figurent des expatriés chinois. Ce qui constitue un manque à gagner énorme pour le trésor public ». Pour lui il est temps que le gouvernement reprenne le contrôle sur ce secteur afin que les populations tirent enfin profit de leurs richesses.

**CEEC : les experts donnent des propositions liées à l'exploitation, la commercialisation des terres rares.** Ils ont réfléchi sur la nature, les caractéristiques et les applications d'usage de ces minerais des terres rares. Le directeur technique du CEEC, a indiqué que ces réflexions des scientifiques visent à protéger la population qui peut se livrer à l'exploitation des terres rares. Pour le directeur général du CEEC, qui avait lancé cet atelier, il avait pour objectif la prise en charge des minerais dits de terres rares dans la chaîne de traçabilité à cause de la demande de ces produits miniers sur le marché international des matières premières.

**Kinshasa : la plateforme INTER demande aux autorités congolaises d'améliorer le social en 2022.** Cette plateforme citoyenne encourage le Chef de l'Etat à continuer ses consultations populaires dans toutes les provinces du pays afin de connaître les vrais problèmes de la population et appelle également le gouvernement congolais à se pencher en cette année 2022 sur les vraies questions sociales de la population : « La desserte en

eau potable, en électricité, la question de l'éducation, la paie des fonctionnaires, les militaires, le problème des transports, de la santé ». Elle demande au Chef de l'Etat « de suivre de près, en tant que garant du bon fonctionnement des institutions, le processus électoral ; de manière que la CENI respecte l'échéance de 2023, piste des solutions qui contribuent à la bonne marche du pays ».

**Rutshuru : situation sécuritaire relativement calme à Jomba.** Cependant, le chef de Jomba, affirme quelques centaines de ménages de la localité Kikoro, victimes des dernières attaques des rebelles, sont toujours en déplacement à l'intérieur du groupement et aussi en dehors du pays, en Ouganda notamment. La population de Jomba demande aux autorités de renforcer la présence de l'armée dans la région de Chanzu et Runyonyi et de bien l'équiper, afin de consolider ses positions stratégiques ; la menace de l'ennemi étant toujours perceptible.

**Nord-Kivu : 5 convois humanitaires attaqués par de bandes armées en 7 mois à Kitshanga.** Notamment des organisations Welthungerhilfe, Conseil Norvégien pour les réfugiés (NRC), Concern et Ocha, ont été victimes d'incidents sécuritaires, dont des braquages et kidnappings, ont indiqué les humanitaires. Devant la menace des humanitaires de vouloir suspendre leurs actions dans la région, il était impératif de réunir les autorités civiles et militaires locales pour une solution pouvant garantir la protection des agents humanitaires dans la zone. A la fin de la séance, les participants ont signé un engagement de prendre chacun sa responsabilité pour notamment renforcer la sécurité dans les axes à problème et sensibiliser les membres des communautés.

**L'Unicef compte construire 400 écoles modernes au Kasai-Central.** Au moins quatre cents écoles modernes vont être construites sur quatre ans dans la province du Kasai-Central, avec l'appui du Fonds des Nations unies pour l'enfance. Le Représentant-résident de l'Unicef demande à la communauté locale de bien protéger ces infrastructures lorsqu'elles leurs seront livrées : « Le modèle, c'est que la communauté a un comité qui continue à s'assurer de l'entretien. S'il y a un petit trou, ils vont réparer. La communauté continue à s'engager ».

**Insécurité au Nord-Kivu : le parti « Nouvel Elan » exige une nouvelle stratégie plus efficace.** La présidente de Nouvel Elan/Nord-Kivu, Mamy Asumani Kayumba, déplore que l'insécurité persiste malgré l'état de siège qui était « considéré comme le dernier espoir d'une paix durable dans la région ».

**Le Canada disposé à appuyer la formation professionnelle et technique en RDC.** « Lorsque j'ai rencontré le président du Sénat, il m'a fait part de tous les besoins qu'a le Congo en matière de formation professionnelle. J'ai voulu répondre à ces besoins en introduisant une institution canadienne, le CEGEP-TROIS RIVIÈRES, qui a une grande expérience dans ce secteur - pour former des jeunes qui vont trouver des emplois – au Canada et ailleurs. C'est une opportunité pour la RDC de pouvoir bénéficier de cette expertise », explique l'ambassadeur canadien.

**Samedi 29 janvier.**

**Des notables d'Uvira appellent les jeunes à se désolidariser de rebelles burundais.** Les notables des villages touchés par les combats entre les factions rebelles burundais dans les hauts plateaux du territoire d'Uvira (Sud-Kivu) ont appelé vendredi 28 janvier les jeunes de la région à se désolidariser de tous ces groupes étrangers, « afin de laisser le champ libre au gouvernement congolais de sécuriser la zone de Masango et les environs ». Ils déplorent la confusion qui règne dans la région autour des alliances entre ces groupes armés locaux et étrangers et expose la population civile locale. Ils ont par ailleurs interpellé le gouvernement congolais, à travers l'armée régulière, de bouter dehors des groupes armés pour que la paix règne dans la région.

**Tanganyika : des marchands de Kongolo invitent l'Etat à construire un marché public pour la population.** Selon le président des marchés, Kongolo compte deux marchés. L'un fonctionne dans la parcelle de la Poste et l'autre sur le terrain qui abrite le bâtiment de la SNCC : « Nous n'avons pas de toilettes et pourtant nous payons des taxes. Un mois des recettes bloquées suffit pour construire des toilettes. Il y a des gens qui ont déjà mis 20, 30 ans dans ces marchés. Mais ils doivent aller où ? Parce que les propriétaires menacent. En principe, les marchés doivent avoir leurs terrains propres. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités ».

**Maniema : la GIZ promet de financer la lutte contre le déboisement qui touche la province.** Le directeur résident de la Coopération technique allemande (GIZ) a fait cette déclaration après une mission d'évaluation du déroulement de leur projet dans cette province. Il l'a jugé que le résultat est positif. « J'ai l'impression que la mise en œuvre du projet se déroule bien. L'objectif principal c'est effectivement d'appuyer les autorités congolaises à protéger les forêts et la biodiversité, on a aussi discuté les défis devant les autorités et la population. Un problème est certainement l'enclavement partiel de la province et je pense il y en a d'autres. Une chose est d'assurer : on a des financements du ministère de la coopération d'Allemagne et de l'initiative centre

africaine pour les forêts pour continuer notre travail pour une durée de minimum encore 4 ans ». Le directeur Résident de GIZ alerte sur le déboisement massif qui touche la province : « Il n'y a pas d'alternative actuelle à l'utilisation du charbon du bois et je pense qu'il faut trouver une solution pour offrir à la population des alternatives qui sont payables ».

**Attaque des Fardc par le M23 : le député Emmanuel Ngaruye exige une mobilisation du gouvernement et l'Assemblée nationale.** Le porte-parole du secteur opérationnel Sukola 2 confirme la reprise, depuis jeudi, des positions des Fardc de Nyesisi, Ngugo et Gikeri dans l'Est des deux groupements, à l'issue des opérations supervisées par le gouverneur du Nord-Kivu, le Lieutenant général Ndima Constant.

**Sud-Kivu : situation sécuritaire confuse à Masango après des combats entre des rebelles burundais appuyés par leurs alliés Maï-Maï.** Des rebelles burundais de Red Tabara, alliés aux miliciens Maï-Maï ont été délogés jeudi 27 janvier de Masango, dans le groupement de Bijombo (Sud Kivu) par des éléments Imbonerakure, une milice burundaise proche du régime de Bujumbura, appuyée par la coalition Maï-Maï Twigwaneho/Ngumino. Depuis, les éléments Burundais de Red Tabara d'Aloïs Nzabampema, et alliés Maï-Maï, se sont retirés vers la forêt d'Itombwe, dans le territoire de Mwenga. Les combattants Gumino/Twirwaneho de Nyamusaraba, alliés à d'autres miliciens Maï-Maï et aux burundais Imbonerakure, contrôlent encore la zone de Masango et ses environs.

**Nord-Kivu : tracasserie des forces de sécurité contre des jeunes à « risque » dans le territoire de Masisi (Ong ACEDH).** « Quelques centaines de jeunes à risque, entre autres, des ex-combattants en processus de démobilisation, ont été traqués et arrêtés parfois arbitrairement, par les forces de sécurité congolaise, ces trois derniers mois, dans le territoire de Masisi, dans la province du Nord-Kivu », a affirmé jeudi 27 janvier l'organisation Alerte Congolaise pour l'Environnement et les Droits Humains (ACEDH). Ces exactions envers les civils dans le territoire de Masisi auraient poussé de nombreuses familles au déplacement, Cette situation a aussi poussé de nombreuses familles de ces jeunes à troquer leurs champs pour obtenir la libération des leurs enfants arrêtés par les militaires. « Je crois que, cette question doit être prise au sérieux pour que, non seulement il y ait adhésion de la population à l'état de siège, mais aussi pour que l'héritage de l'état de siège ne puisse pas impacter négativement, l'après situation de l'état de siège », a renchérit, le secrétaire exécutif de ACEDH. Le porte-parole Fardc, promet des investigations ainsi que des sanctions contre ceux qui seront reconnus coupables d'exactions.

**RDC-USA : les américains rassurent Félix Tshisekedi sur le renforcement du partenariat économique.** Le vice-conseiller américain en charge de sécurité nationale a précisé qu'il s'agit de multiplier les possibilités d'investissements, pour le bien des deux peuples. Les secteurs bénéficiaires de ces investissements potentiels américains en RDC sont, selon lui, la santé, l'environnement, le numérique et le Genre, mais aussi, les domaines de l'agriculture, de la paix et de la sécurité. Le Président Félix Tshisekedi a, quant à lui, insisté sur les questions se rapportant à la paix et la sécurité, a ajouté l'émissaire de Joe Biden, concluant que les deux Chefs d'État ont la même vision en ce qui concerne la démocratie.

**Beni : le chargé de propagande et informaticien des ADF arrêté à Kazaroho.** Qui est Salim Rashid Mohamed ? 26 ans révolus, Salim Rashid Mohamed, de nationalité Kenyane, opérait sous le sobriquet de Chotara aka Turki. Selon des sources sécuritaires, il s'agirait d'un terroriste connu et fiché par les services des renseignements de certains pays de la sous-région des grands Lacs. Il y a quelques années, il se serait déjà rendu en Syrie et en Turquie où il aurait rejoint le groupe terroriste Etat Islamique. En 2019, il avait été arrêté au Kenya après son retour au pays. Aucune source n'est tout de même à mesure de donner des précisions sur les circonstances de sa libération et, par la suite, de son recrutement au sein des ADF dans la région de Beni. Son arrestation intervient 17 jours après celui de Benjamin Kisokeranio, officiellement chef des renseignements et de ravitaillement des ADF jusqu'en 2019, deux mois après le lancement des opérations conjointes Fardc/UPDF contre ce groupe rebelle.

**Lubero: la société civile locale alerte sur l'activisme des milices dans la région de Kichiembiro.** Parmi les villages occupés par ces miliciens, la société civile cite notamment Lubango, Ipili, Kilonge, Lukuveve, Mambasa, Utwe et Bianze. La société civile ajoute que dans certaines de ces entités, « il n'y a aucune présence des Fardc à cause des attaques répétitives de ces miliciens contre leurs positions ». Le chef de la chefferie de Bamate, déplore le fait que ces derniers ont établi un calendrier hebdomadaire pour collecter des vivres dans chaque village.

**Conférence internationale à Goma: les jeunes élaborent un plan d'actions pour la paix et le développement des Grands Lacs.** Une centaine des jeunes venus du Rwanda, de l'Ouganda, de la Tanzanie et



de la RDC y ont participé durant 5 jours, dans le cadre du « projet régional des jeunes pour la paix et le dialogue ». Selon le coordinateur de ce projet, les jeunes participants ont élaboré un plan régional pour deux ans qui prévoit des actions communes visant le dialogue avec les autorités transfrontalières, le renforcement de la collaboration régionale entre les jeunes de la sous-région ou encore la prévention des conflits entre communautés. Des initiatives communes que le projet régional des jeunes pour la paix et le dialogue est prêt à appuyer, à hauteur d'environ un million cinq cents mille dollars, du fond alloué par les partenaires dont l'Union européenne. Cette conférence organisée avec l'appui de l'Union Européenne et de la fondation Konrad-Adenauer visait le renforcement de la collaboration régionale entre les jeunes de la sous-région pour la recherche de la paix et le développement.

**COVID-19 : la RDC vers une levée du couvre-feu sanitaire.** Le Chef de l'Etat a appelé le comité technique de riposte contre la COVID-19, en collaboration avec la Task force présidentielle, à se réunir dans un meilleur délai afin de réfléchir pour une levée progressive du couvre-feu en vue de permettre à la population de vaquer librement à ses occupations.

**Tanganyika : une importante somme d'argent emporté lors d'un cambriolage à Kongolo.** « Ces bandits m'ont demandé de faire un choix entre la vie et la mort. J'ai résolu de céder le coffre contenant 25000\$ et 45 millions de FC. Ils ont discuté entre eux et m'ont épargné la vie. Ils m'ont ravi plusieurs autres effets de valeur comme des appareils et un sac contenant tous mes documents de commerce. Et ils s'en sont allés », a expliqué Mugalu Ganda bin Augustin. Les services de sécurité indiquent avoir ouvert une enquête.

**Kinshasa : les travaux antiérosifs évoluent bien à Lukunga (Députée Masumbuko).** La députée plaide pour un financement régulier de ces travaux par le gouvernement. Elle a visité notamment les sites de Kimwenza-Kindele et du camp Dumez, dans la commune Mont Ngafula, et Masikita, dans celle de Ngaliema. Partout, les travaux avancent normalement, à la satisfaction de la population environnante.

**Le Haut-Katanga veut endiguer le travail des enfants dans les mines.** Après la province du Lualaba, Haut-Katanga a aussi lancé jeudi 27 janvier l'identification des bénéficiaires directs du projet Pabea Cobalt. La coordonnatrice de projet Pabea Cobalt : « Nous encourageons tous les enfants qui sont dans les sites miniers artisanaux de cobalt à venir se faire enregistrer. Nous encourageons tous les parents, qui ont les enfants qui fréquentent ces sites, à venir faire enregistrer les enfants. Le projet prévoit de réinsérer environ 14.850 enfants filles et garçons, d'assurer la reconversion économique d'au moins 6250 ménages et aussi la reconversion des jeunes qui travaillent dans les sites miniers vers l'agrobusiness. Et nous pensons créer plusieurs emplois directs et indirects et aussi assurer la structuration de plus ou moins 1250 coopératives agricoles et coopératives minières des jeunes", a détaillé Alice Mirimo. Le projet Pabea Cobalt est un projet du gouvernement congolais, qui bénéficie de l'appui financier du groupe de la Banque africaine de développement (BAD).

**Ituri: 7 morts lors d'une attaque de la milice Codeco,** ce 29 janvier matin à Alagi, un village situé près du centre de Dala dans le territoire de Djugu (Ituri). La société civile locale indique que ces miliciens ont incendié plusieurs maisons, avant d'être repoussés par des jeunes du groupe d'auto-défense Zaïre. L'accrochage entre les deux parties a duré jusqu'aux petites heures du matin. Le calme est revenu dans cette entité, mais la population vit avec la peur.

**Pas de pénurie de carburants à Kinshasa, assure SEP-Congo.** La SEP reconnaît toutefois « quelques perturbations dans la distribution des produits à cause de la demande qui a fortement augmenté ces derniers temps ». Ses équipes travaillent pour multiplier des tournées de livraison « même la nuit » afin de couvrir les besoins des stations-services. Le litre d'essence va désormais coûter 2095 contre 1995 FC, gazoil revient à 2085 FC.

**Meurtre des experts de l'ONU au Kasai : environ 50 prévenus condamnés à mort.** L'arrêt a été rendu samedi soir par cour militaire pour les 54 personnes poursuivies pour mouvement insurrectionnel, association des malfaiteurs, crime de guerre par meurtre, crime de guerre par mutilation, détournement d'objets saisis, violation des consignes et terrorisme. La cour militaire a acquitté deux personnes et condamné le colonel Mambweni à dix ans de servitude pénale pour avoir été avec les deux experts et planifié leur voyage à Moyo Musuila sans en informer sa hiérarchie. La cour l'accuse aussi de non-assistance aux personnes en danger pour n'avoir pas empêché les deux experts d'effectuer ce déplacement. Le journaliste Raphael Kamuzadi et l'agent de police André Tshipamba ont été acquittés pour insuffisance des preuves et éléments à leur charge.

**Kinshasa : Gentiny Ngobila inaugure les travaux de réhabilitation de la route CECOMAF.** La réhabilitation et la modernisation de cette artère visent à booster une transformation progressive du milieu urbain autour d'une infrastructure structurante, qui permettra de désenclaver des quartiers entiers en améliorant les



conditions de vie des populations de zones environnantes et des Kinois en général. La route Cecomaf constitue le passage obligé des produits maraîchers et de première nécessité pour ravitailler la capitale congolaise. Elle va aussi, permettre de soulager, tant soit peu, la nationale n°1, par l'orientation des véhicules de gros tonnages en provenance de Matadi.

### **Dimanche 30 janvier.**

**Jean-Marc Kabund destitué et exclu de l'UDPS.** Il lui est reproché plusieurs griefs durant sa gestion à la tête du parti. Il s'agit notamment de son refus de comparaître devant la commission nationale de discipline du parti pour répondre à une invitation, escroquerie des cartes des membres, extorsion, etc. La destitution et l'exclusion de Jean-Marc Kabund interviennent quelques jours après que ce dernier a annoncé, via son compte tweeter, sa démission de ses fonctions de premier vice-président de l'Assemblée nationale.

**Félix Tshisekedi « disponible » d'accompagner les réformes dans le domaine de la communication et médias.** Felix Tshisekedi assure les professionnels des médias de sa détermination à voir une presse pluraliste qui enracine la démocratie et appuie la transformation de la RDC vers son émergence. Selon lui, la presse ne devrait pas être aliénée. Il a garanti que la liberté de la presse ne pourra jamais être piétinée, étant donné qu'elle est une des assurances données par le Président de la République. Le ministre de la communication et médias, s'est engagé à accélérer la réforme pour que la presse du pays jouisse des avantages qui devront lui permettre de jouer son rôle social et que le professionnel y tire l'essentiel de sa survie.

**Haut-Katanga : le taux de criminalité baisse de 70% en 2021, selon la société civile.** « C'est le fruit des interviews et monitorings et documentations des cas de vol simple allant jusqu'au vol à main armée jusqu' à l'assassinat que nous avons enregistré plus de 1510 cas dans la province du haut Katanga. La ville de Lubumbashi occupe la tête avec plus 977 cas. Il faut constater cette baisse de plus de 70% parce que l'année 2020 nous étions à 5400 cas de criminalité mais l'année 2021 nous avons constaté cette baisse » Selon le rapport annuel de cette structure citoyenne, 19 personnes ont perdu la vie durant cette période. Par ailleurs, des miliciens Bakata Katanga du seigneur de guerre Kyungu Mutanga Gédéon sont visibles dans le chef-lieu du territoire de Mitwaba dans le Haut-Katanga. Les premières informations renseignent que les premiers miliciens sont arrivés avec l'intention de déposer les armes et de se rendre aux autorités.

**Maniema : l'hôpital général de référence d'Alungulu bénéficie d'une tonne de matériel médical.** L'enveloppe de cette dotation de la fondation Justin Kamango Tabena (JKT) est estimée à environ 20 000 USD. Ce don est composé de : Lits d'opérations chirurgicales ; Lits métalliques ; Kit pour les opérations en césarienne ; Panneau solaire ; Projecteur solaire ; Thermomètre ; Combinaison d'opération ; Dorsale pour salle d'accouchement, etc.

« Nous avons entendu les cris d'alarmes de cet hôpital et nous avons été dérangé. Donc, on ne devrait pas laisser passer ces cris là sans pour autant faire quelque chose », a déclaré le président du conseil d'administration de la Fondation, Justin Kamango Tabena.

**Le social des Congolais est médiocre, affirme Martin Fayulu,** qui a bouclé sa visite de trois jours à Lisala dans la province de la Mongala. Lors de sa tournée, il a décrié « la mauvaise gestion du pays ». Il a notamment évoqué la dégradation des routes, le manque d'eau potable, d'électricité et de soins de santé de qualité. Il a aussi parlé de la prolifération des grèves des fonctionnaires dans divers secteurs de l'administration publique, ainsi que la gratuité de l'enseignement qui bat de l'aile. En outre, Martin Fayulu a dénoncé la politisation de la CENI et exigé le remplacement de son président Denis Kadima par un véritable membre de la société civile.

**Kongo-Central : Félix Tshiseki attendu à Muanda pour lancer les travaux du port en eaux profondes de Banana,** lundi 31 janvier. A cette occasion, le Président de la République ne manquera pas de prononcer un discours. Celui du représentant de Dubaï port World est aussi attendu. C'est cette firme qui va construire ce port géant donnant accès à la RDC sur la côte Ouest de l'Afrique. C'est au terminal du fleuve Congo situé à Banana que sera construit le quai d'accostage de ce port en eau profonde, un ouvrage inédit différent d'autres ports du pays construits sur le fleuve.

**Haut-Katanga : psychose à Mitwaba à la suite de la présence d'une centaine de miliciens Bakata Katanga.** La population était surprise de voir les miliciens du Seigneur de guerre Kyungu Mutanga Gédéon chantant se diriger vers le bureau du territoire armes à feu et armes blanches à la main. D'après les premières informations, ces miliciens près de 90 venaient se rendre et déposer les armes. La joie de la population était de courte durée car au fur et à mesure les miliciens quittaient la brousse par vague le mobile de leur présence changeait. Cela a cédé la place à des revendications. Ils étaient porteurs de deux lettres signées par leur leader Kyungu Mutanga Gédéon adressées respectivement à l'administrateur du territoire de Mitwaba et au Président de la République avec

comme objet proclamation de l'indépendance du Katanga. Il informe qu'à l'arrivée de ses éléments il sera question de hisser le drapeau de leur mouvement dénommé Mira, Mouvement des indépendantistes et révolutionnaires africains. Cette situation a poussé les autorités locales à tenir un conseil de sécurité. Même si rien n'a filtré de cette rencontre, nous apprenons que les autorités locales sont débordées car ne sachant pas comment prendre en charge ces miliciens.

**Tanganyika : le ministre provincial de l'Intérieur en mission de pacification à Kabeke.** Des scènes de violences survenues le 1er janvier ont entraîné la mort de trois personnes à Kabeke. Des décès qui ont entraîné des scènes de violences entre les habitants de Kabeke. Les scènes de violences déplorées ont affecté également le trafic routier entre Manono et Kabeke. Les miliciens armés d'arc et flèches ont immobilisé de part et d'autre du village, des dizaines de camions. La mission des autorités provinciales du Tanganyika pour la pacification de la localité de Kabeke se solde par l'ouverture de l'axe routier Kabeke-Manono. Cette route est restée inaccessible depuis ces incidents mortels. Le ministre provincial de l'Intérieur appelle la justice à accompagner le processus de pacification du Tanganyika.

**ESU : les scientifiques de l'UPN durcissent leur mouvement de grève.** Selon le président de l'Association des cadres scientifiques (ACS) de l'UPN, aucun service minimum ne sera rendu comme ce fut le cas lors de la première phase de la grève. Les assistants et chefs de travaux exigent du gouvernement notamment la réduction des écarts entre les scientifiques et les professeurs, le recensement des nouvelles unités, ainsi que la correction de grade. Les assistants et chefs de travaux de l'UPN durcissent leur mouvement de grève en dépit du début des pourparlers entre le gouvernement et le banc syndical des cadres scientifiques depuis le 26 janvier dernier. Les portes des universités publiques de la RDC sont fermées depuis le lancement de la rentrée académique 2021-2022.

**Ituri : les miliciens du groupe d'autodéfense Zaïre accusés d'exactions à Walese Karo.** Des sources locales rapportent que ces miliciens ont instauré une administration parallèle et exigent des responsables des foyers miniers un montant de 100 USD et 1 kg d'or par semaine pour se ravitailler en armes. A cela s'ajoutent des tueries de civils ainsi que le pillage des biens des populations, indique le responsable de cette entité coutumière qui demande aux autorités militaires de traquer ces hommes armés.

**Bukavu : le gouvernement provincial va démolir les maisons construites sur les conduites d'eau de la Regideso.** La Regideso Sud-Kivu évoque une série de pannes sur son réseau de distribution. Les enquêtes découvrent une dizaine de maisons anarchiquement construites au-dessus des tuyaux de la Regideso au quartier Bugabo. Même pas une simple servitude pour permettre l'accès aux agents de la Regideso sur le lieu. Le tuyau de la Regideso traverse même un ménage à l'intérieur de la cuisine. Ce qui fait que l'eau ne peut pas arriver facilement aux abonnés du quartier Ndendere dans la commune d'Ibanda.

**Archidiocèse de Kinshasa : le pape accepte la renonciation de Mgr Kisonga.** Mgr Edouard Kisonga, évêque auxiliaire et vicaire général de l'archidiocèse de Kinshasa, avait accompli 75 ans depuis le 26 avril 2021. Conformément au droit canonique, il avait à cette occasion présenté au pape sa renonciation à l'office d'évêque auxiliaire de Kinshasa. Mais ce vide ne se fera pas trop sentir. En fait, depuis octobre 2020, trois évêques auxiliaires ont été ordonnés et travaillent dans l'archidiocèse de Kinshasa. Il s'agit des évêques Jean-Crispin Kimbeni Ki Kanda, Carlos Ndaka Salabisala ainsi que Vincent Tshomba Shama Kotscho.

**Lundi 31 janvier.**

**RDC : 22 des 26 provinces sont exposées à la maladie du sommeil.** Ces statistiques ont été données le 30 janvier, à l'occasion de la commémoration de la journée mondiale des maladies tropicales négligées dont la trypanosomiase humaine africaine ou la maladie du sommeil. Cette année, l'accent est mis sur la sensibilisation et l'accès aux soins. Selon l'OMS, 5,6 millions de personnes sont exposées à un risque élevé d'infection à cette maladie. Et la RDC notifie, à elle seule, près de 85% des cas en Afrique. Et en 2021, le pays a enregistré 387 cas. Au regard de ces statistiques, l'élimination de la maladie du sommeil en RDC demeure un défi majeur. Ces dernières années, des progrès ont permis des avancées thérapeutiques, notamment l'administration depuis janvier 2020, du fexinidazole, un nouveau traitement efficace par voie orale, agissant à toutes les phases de la maladie.

**Verdict du procès de meurtre des experts de l'ONU : la défense du colonel Mambueni, condamné à 10 ans, promet d'interjeter appel.** Il souligne que, cette décision sera attaquée à la haute cour militaire parce que, son client « ne mérite pas ce traitement après tous les services rendus à la nation ». Dans son jugement, la cour militaire a soutenu que, le colonel Mambueni qui pouvait empêcher le voyage de deux experts à Moyo Muisuila, l'a plutôt planifié sans en informer sa hiérarchie.

**Maître Gims et Dadju désormais "Ambassadeurs de la Rumba Congolaise"**. À ce titre, Maître Gims et Dadju, stars d'origine congolaise de renommée internationale, ont reçu du Chef de l'Etat les passeports diplomatiques de la République démocratique du Congo. Par ailleurs, les deux enfants du musicien Djuna Djanana, ont annoncé au Chef de l'Etat leur projet culturel de construire en RDC dans un bref délai des studios d'enregistrement au standard européen ; projet dont ils ont reçu le soutien total du Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi. Les deux artistes ont aussi fait part au Chef de l'Etat d'un autre projet, d'organiser un festival annuel de musique dans le pays.

**Irumu : le village Mambelenga attaqué ce matin par des miliciens Maï-Maï.** Selon des témoins, le commandant de la police sur place aurait été enlevé et plusieurs biens de la population emportés par ces assaillants. Cette incursion a provoqué un échange de tirs entre les éléments de la police et ces hommes armés. Les habitants se sont déplacés vers Luna et Idohu pour se mettre à l'abri. Ce qui a paralysé le trafic sur l'axe Komanda-Luna.

**Kinshasa : la BCC juge « illégale » la perception de RAM par les compagnies de télécommunication.** La Banque Centrale du Congo accuse les entreprises de télécommunications de s'ériger en « émetteurs de monnaie et moyens de paiement, sans agrément accordé par la BCC ». Cette position de la BCC vient conforter la démarche d'un groupe d'abonnés des compagnies de télécommunication qui avait saisi, le 24 janvier, le greffe du tribunal de commerce (TRICOM) pour demander l'arrêt du prélèvement de la taxe RAM sur leurs téléphones mobiles, jugeant cette perception illégale, a souligné leur avocat, Me Hervé Diakese.

**« Le Sud-Kivu province sanctuaire de la lèpre ».** Le coordonnateur provincial du programme de lutte contre la lèpre au Sud-Kivu, justifie ses propos par le nombre de cas de cette maladie, enregistrés dans cette seule province. Au cours de l'année 2021, le Sud-Kivu a notifié plus de soixante malades. C'est précisément dans les territoires d'Uvira, de Mwenga et de Shabunda. Pour faire face à la propagation de cette maladie, plusieurs actions sont menées : l'investigation de nouveaux cas et des sujets contacts pour casser la chaîne de transmission. La prise en charge de toutes les nouvelles infections, « car, plutôt le malade commence son traitement, plus vite, il pourra guérir ». **Le Haut-Katanga regorge d'importants foyers de lèpre.** Le ministre provincial de la santé l'affirme le 30 janvier, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre la lèpre. « D'importants foyers de transmission de la lèpre persistent notamment dans les zones de santé de Kafubu, Mitwaba, Mufunga, Sampwe, Kilwa, Pweto, Sakania, Lukafu, Kapolowe, Lukafu, Kapolowe, Kasenga et Kashobwe. Les zones de santés urbaines de Lubumbashi et de Likasi ne sont pas épargnées ». Il invite la population à bannir la stigmatisation et la discrimination de ceux qui souffrent de cette maladie. Il sollicite la mobilisation de toute la communauté pour le dépistage et le traitement précoce de la lèpre afin d'éviter le pire de ses conséquences dont l'infirmité.

**Nord-Kivu : situation redevenue calme, mais imprévisible à Rugari,** théâtre d'affrontements une semaine plus tôt entre les Fardc et les rebelles présumés du M23. Le constat a été établi lors d'une rencontre entre les forces de la Monusco, les autorités et les notables locaux. Les casques bleus indiens de la Monusco ayant initié cette rencontre sont déployés à Rugari, depuis le week-end, dans le cadre d'une patrouille de combat visant la protection des civils, particulièrement les personnes déplacées des derniers affrontements, et qui ont trouvé des abris temporaires dans les écoles, près de la paroisse catholique et dans des familles d'accueil à Rugari.

**Journée sans transport en commun à Goma : des blessés et des personnes interpellées par la police.** Entre 7 et 11 heures, le transport en commun a été complètement paralysé dans la ville. Quelques taxi-bus qui tentaient de circuler ont été traqués par un groupe de transporteurs et des activistes des mouvements citoyens. Ce qui a poussé la police à intervenir pour tenter de rétablir l'ordre. Le commandant de la Police de Goma, parle de quatre personnes interpellées et d'un bus impliqué dans les tentatives de barricade de la route principale qui a été saisi. Cela fait plus de deux semaines qu'un malentendu règne autour de la décision d'identification des taxis et taxis bus par la couleur jaune, le drapeau de la RDC et un numéro octroyé par de la mairie.

**Nord-Kivu : le CEPADHO salue l'arrestation de l'ADF Salim Mohamed par les Fardc.** Selon le coordonnateur et directeur exécutif de CEPADHO, cet exploit traduit la franche collaboration entre les Fardc et la population locale. Tout en appelant cette dernière à faire confiance aux Fardc, il espère que l'arrestation de Salim Mohamed et tant d'autres contribuera à la fragilisation de l'ADF dans la région et donc, au retour de la paix. « Il faudrait cette synergie d'efforts pour qu'ensemble nous puissions arriver à en finir avec les têtes pensantes de ce mouvement terroriste et les combattants et l'idéologie islamiste radicale parce que ce n'est qu'à ce prix qu'on peut arriver à pacifier cette partie du pays ».

**Maniema : 6 détenus se sont évadés de la prison de Kingombe à Kalima.** L'absence du chef de poste à la prison et l'insuffisance des policiers sont à la base de cette énième évasion. Le coordonnateur de l'ONG Agir pour la reconstruction de notre espace et la convivialité (AGIREC), plaide pour le renforcement de l'unité de police commise à la sécurisation de cette maison carcérale : " Nous recommandons aux autorités policières d'affecter plus des policiers pour garder les détenus de la prison centrale de Kalima et à la division de la justice du Maniema d'affecter certains agents au service pénitentiaire qui sont payés à Kalima car ceux qui sont là ne vivent uniquement que de la tracasserie aux détenus et visiteurs comme frais de bougie, droit pour donner la nourriture, les arrangements pour les évasions à répétition". Seize détenus s'étaient évadés de cette prison à la fin de l'année 2021.

**Bunia : 6 morts et un centre de santé pillé lors de l'incursion des miliciens de Codeco à Alagi.** Six personnes ont trouvé la mort; trois autres grièvement blessées à la machette et le centre de santé de Dhengo, dans la Zone de santé de Bambou, pillé samedi 29 janvier par des hommes en armes identifiés aux assaillants de la Codeco qui ont attaqué la localité Alagi, dans la chefferie de Mambasa (Ituri). Des sources sur place rapportent que ces inciviques ont emporté une bonne partie des médicaments ainsi que des matelas de ce centre de santé dont des portes et des fenêtres ont été défoncées. Les panneaux solaires qui servaient à alimenter le générateur où étaient placés les vaccins n'ont pas été épargnés. Les fiches des malades ainsi que leurs lits ont été vandalisés. 21 motos appartenant à la population ont été également ravies par ces rebelles.

**Félix Tshisekedi lance les travaux de construction du port en eau profonde de Banana.** Le gouvernement congolais et la société émiratie Dubaï Port World avaient signé le 11 décembre la convention de collaboration pour la construction du port en eaux profondes de Banana. Il s'agit d'un investissement estimé à 1,3 milliard de dollars américains qui devra démarrer, selon la volonté du Président de la République, en début de l'année 2022 en tenant compte des dispositions légales et techniques pour l'acheminement des matériaux. Pour le chef de l'État, ce projet doit développer les capacités de la République démocratique du Congo en termes de commerce et logistique tout en accompagnant la croissance du pays et en jouant un rôle capital dans l'intégration régionale. Ce port va offrir au pays une ouverture sur la mer avec la capacité de recevoir des navires de plus grande capacité. Les travaux de construction de ce port en eaux profonde pourraient prendre deux ans.

**Beni : la police appelle les jeunes à dénoncer ceux qui veulent détruire la ville.** Au cours de la présentation à la presse de deux jeunes gens, présumés auteurs de l'incendie du bureau de la commune de Bungulu dans la nuit du 25 au 26 janvier, le commissaire supérieur a affirmé les avoir pris en flagrant délit alors qu'ils tentaient d'incendier également le bureau du sous-commissariat de la police de Mangote. Pour cet officier de la police judiciaire, les jeunes de Beni doivent s'opposer aux actes de destruction des infrastructures de leur ville.

**Tshopo : fin du conflit de leadership à l'UDPS Kisangani.** Des militants de l'UDPS de la ville de Kisangani dans la province de la Tshopo se sont réconciliés dimanche 30 janvier après plusieurs mois de conflits entre les cadres de ce parti, particulièrement ceux de la section de Kabondo, la plus importante de la ville. La cérémonie de réconciliation a été organisée en présence du président fédéral de ce parti politique, Emmanuel Kombozi. Selon lui, il s'agit d'une nouvelle politique initiée en vue de rassembler tout le monde dans la perspective de faire gagner les élections prochaines à leur autorité morale. L'UDPS/Kabondo était divisée depuis plusieurs mois en raison notamment du remplacement de certains dirigeants à leurs postes respectifs.

**Le député Munubo dépose une proposition de loi pour exempter du paiement des frais de justice des personnes vulnérables.** « L'idée c'est d'assurer l'accès à la justice à une catégorie des compatriotes, parce que le paiement des frais de justice se trouve être l'un des obstacles qui empêche certaines personnes à ester devant les cours et tribunaux, à saisir les juges, à revendiquer leurs droits ou à revendiquer qu'ils soient rétablis dans leur droit. Donc c'est une loi qui vise la protection d'une catégorie des personnes qui sont trop vulnérables. Il reste donc cette lacune dans le code de procédure pénal qui date de longtemps ».

